



ALBERT-LUDWIGS-
UNIVERSITÄT FREIBURG



Abschlussarbeit im Doppel-Masterstudiengang

„Internationale Wirtschaftsbeziehungen“/

Management International Trilingue

Spécialisation : Pays d'Europe Centrale et Orientale

2009/2010

**am Frankreich Zentrum der Albert-Ludwigs-Universität
Freiburg**

**und an der Université Paris Est Créteil U.F.R. de Lettres et
Sciences Humaines Département de L.E.A.**

WTO-Reform und die Rolle der Europäischen Union

Vorgelegt von:

SONNENBERG, Nikolai

Betreuer Frankreich Zentrum: Dr. Winfried Veit

Betreuerin Paris Est Créteil: Claude Winkler

Danksagung

Mein herzlicher Dank gilt allen Mitarbeitern des Frankreich Zentrums der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg, die mit ihrer engagierten Betreuung maßgeblich zum erfolgreichen Abschluss meines Studiums beigetragen haben. Rückblickend kann ich sagen, dass der Aufbau und die Organisation dieses Studiengangs zu jedem Zeitpunkt ein Gewinn waren und dass mich die angebotenen Kurse optimal auf die Tätigkeiten meines derzeitigen Praktikums vorbereitet haben.

Ebenfalls bedanken möchte ich mich bei den Verantwortlichen der Universität Paris Est Créteil. Ihr Einsatz ermöglichte mir nicht nur ein erfolgreiches Studium, sondern darüber hinaus auch eine unvergessliche Zeit in Paris. Ich möchte es nicht versäumen zu betonen, dass mir das dortige Studium die Möglichkeit gab, mich spezifisch weiterzuentwickeln und sogar neue Horizonte zu entdecken.

Je tiens aussi à exprimer mes sincères remerciements à Mme. Claude Winkler pour ses précieux conseils tout au long de mes études et lors de la rédaction du mémoire.

Ich habe mich für ein Studium an der Universität Freiburg entschieden, weil es mir nicht nur die Möglichkeit eröffnete meine Kenntnisse im Ausland zu festigen und zu erweitern, sondern insbesondere auch weil ich die gelungene Kombination aus Theorie und Praxis als eine große Bereicherung empfinde. Mein Praktikum bei der Friedrich Ebert Stiftung Genf war ein entscheidender Schritt auf dem Weg meiner beruflichen und persönlichen Entwicklung. Ich möchte daher Herrn Dr. Winfried Veit und Türkan Karakurt meinen Dank aussprechen, diese Erfahrung gemacht haben zu können. Auch meinen Kollegen möchte ich danken, auf deren Unterstützung ich mich immer verlassen konnte. Judith, Anita und Felix.

Erklärung

Ich versichere hiermit, dass die vorliegende Masterarbeit selbstständig verfasst und keine weiteren als die angegebenen Hilfsmittel benutzt sowie die Stellen der Arbeit, die in anderen Werken dem Wortlaut oder dem Sinn nach entnommen sind, durch Angaben der Quellen sichtbar gemacht wurden.

Genf, 30. Juni 2010

Nikolai Sonnenberg

Inhaltsverzeichnis

Danksagung	1
Erklärung	2
Résumé	5
Einleitung	11
I Die Friedrich Ebert Stiftung	12
1.1 <i>Gründung und Auftrag der FES</i>	12
1.2 <i>Die Arbeit der FES</i>	12
1.3 <i>Die Szenario-Methode</i>	13
1.4 <i>Die Genfer Szenarien zur „Global Economic Governance 2020“</i>	15
1.4.1 <i>Heruntergekommener Nationalpark – Weiter im alten Trott</i>	15
1.4.2 <i>Marsch der Elefanten – Konkurrierende regionale Blöcke</i>	16
1.4.3 <i>Das Gesetz der Dschungels – Dem Abgrund entgegen</i>	16
1.4.4 <i>Harmonisches Naturreservat – Wahrer Multilateralismus</i>	16
1.5 <i>Vorläufige Erkenntnisse aus den Szenarien</i>	17
II Beschreibung des Verantwortungsbereiches	18
2.1 <i>Die ersten Wochen bei der FES</i>	18
2.2 <i>WTO-Workshop</i>	19
2.3 <i>Seminar zu Sustainability Standards in Trade and Development</i>	21
III WTO Reform und die Rolle der Europäischen Union	23
3.1 <i>Die Welthandelsorganisation</i>	23
3.1.1 <i>Entstehung</i>	23
3.1.2 <i>Institutionelle Struktur</i>	25
Die Organe der WTO	28
a) <i>Die Ministerkonferenz</i>	28

b) Der Allgemeine Rat (General Council – GC)	29
c) Das Sekretariat	30
Das Vertragswerk der WTO	31
a) GATT	31
b) GATS	32
c) TRIPS	33
3.1.3 Die Handlungsleitlinien der WTO	34
a) Die Handelsrunden	36
b) Das Prinzip der Nichtdiskriminierung	37
c) Das Konsensprinzip	39
d) Single Undertaking (SI)	40
e) Principle Supplier-Prinzip	41
3.2 <i>Die Europäische Union</i>	42
3.2.1 Die Grundlagen europäischer Handelspolitik	43
a) Die Lehre Joseph Schumpeters	44
b) Der Europäische Binnenmarkt	45
c) Die Europäische Kommission	47
d) Das Abstimmungsverfahren nach qualifizierter Mehrheit	48
3.3 <i>Die Lissabon-Strategie</i>	49
3.3.1 Interne Aspekte der Lissabon-Strategie	50
3.3.2 Externe Aspekte der Lissabon-Strategie – Global Europe	51
3.4 <i>Die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP)</i>	54
IV Problematik	58
V Methodologie	59
VI Ergebnisse	60
VII Bibliographie	71

Résumé

1.) Les scénarios sur « Global Economic Governance 2020 »

La Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES) à Genève travaille depuis 2002 sur le thème de « Dialogue on Globalization ». L'intention derrière cette priorité est le besoin de comprendre et d'influencer un phénomène qui a ces origines déjà à la fin du 19^{ème} siècle et qui jalonne depuis l'économie mondiale. Alors que pendant très longtemps les bénéfices étouffaient toutes interrogations profondes sur les conséquences négatives, nous assistons depuis environ une vingtaine d'années aussi bien à une montée des pays émergents qu'à une accélération des événements s'exprimant par un doublement de la politique par l'économie. Ces deux facteurs ont mis en péril le système multilatéral et une réforme est incontournable. A cette fin, la FES Genève s'est assignée la tâche de coordonner le dialogue entre les partis concernés.

Grâce à ses étroites relations avec les divers acteurs, la FES a fait un premier pas décisif vers la coordination du système commercial mondial. Elle utilise dans ce contexte une approche qui a déjà connu un succès considérable lors de la prise de décision politique dans plusieurs pays. « La méthode du scénario » est une tentative de montrer aux hommes politiques les conséquences de leurs décisions. A cette fin, on a cherché à projeter une image de la situation du monde en 2020. Tout commence en 2008 avec la crise alimentaire à partir de laquelle quatre différents scénarios se développent. La succession de plusieurs choix politiques ainsi que certains événements imprévisibles mènent à une situation précise en 2020. Ayant une idée des conséquences de leurs décisions, la politique et les entreprises sont capables d'adapter leurs actions selon le scénario souhaité. Evidemment, la crédibilité des résultats dépend de l'expertise des participants. Dans le cas du GEG 2020, le groupe d'experts contenait des personnalités de divers horizons ainsi qu'un fort degré de professionnalisme. Ceci a permis à chacun d'apporter sa contribution personnelle tout en respectant le point de vue des autres. Loin de vouloir créer une fabulation, c'est la créativité et la capacité de penser ouvertement et indépendamment qui sont tout aussi au centre de l'intérêt que le courage d'aborder des faits désagréables. Il ne s'agit pas de chercher le consensus mais de déclencher un vrai débat critique. C'est dans cet esprit-là que l'auteur poursuivra la rédaction de ce travail.

2.) La réforme de l'Organisation Mondial du Commerce et le rôle de l'UE

Après les expériences dévastatrices des deux Guerres Mondiales le besoin de restructurer le commerce international s'est manifesté en 1948 par la mise en œuvre de l'Accord Général sur le Tarifs douaniers et le Commerce (GATT). Cet accord multilatéral était censé baisser les prix et renforcer les économies en abolissant graduellement toutes les entraves au commerce international. A la base de ce model libre-échangiste était l'idée que chaque pays se concentre sur la production des biens où il a des avantages comparatifs. Selon les études d'Adam Smith et David Ricardo datant de 1766 et 1815 ceci impliquait une spécialisation des économies nationales ou régionales sur certains secteurs au détriment des autres. Afin d'organiser une nette séparation des responsabilités il a fallu introduire un système de règles qui allait organiser l'échange et établir ainsi un équilibre stable. Alors que parmi les 23 signataires du GATT se trouvaient de nombreux pays émergents, la conception a relevé majoritairement des Etats Unis - la nouvelle grande puissance d'après guerre. La force économique leur a permis de créer un système suffisamment étroit pour garantir le maintien de leur politique tout en assurant de la marge de manœuvre pour l'adapter à des futurs besoins. En 1957 la ratification des Traités de Rome a donné lieu à la Communauté économique européenne (CEE) permettant aux Etats membres, par le biais de la Commission, de devenir un des principaux acteurs sur la scène mondiale et ainsi d'influencer le système à leur tour. Il y avait donc une dominance des Etats Unis et de la CEE qui pouvaient imposer leur politique économique au reste du monde. Les modifications nécessaires qui apparaissaient au fur et à mesure se faisaient à travers des Rondes commerciales ce qui entraînait un développement lent par palier. Le réveil des pays émergents a causé à vue d'œil une difficulté de prise de décisions remettant ainsi en question le système multilatéral tel qu'il était conçu par le bloc des pays industrialisés. La création de l'OMC à la fin de la guerre froide devait mettre fin à cet arrêt et donner de l'élan aux négociations en prenant en compte les nouvelles conditions géostratégiques et économiques. Or, cette tentative sous forme du cycle de Doha en 2001 n'a pas fourni les résultats souhaités. Au contraire, après une durée de presque dix ans l'échec est largement anticipé. Tout au long de ce processus commençant par la

fondation du GATT à travers la CEE et la création de l'OMC l'Europe a joué un rôle principal. Lors de la discussion d'une réforme du système multilatéral la question sera si les dirigeants européens et en particulier la Commission européenne ont tiré des leçons du passé et s'ils sont prêts à accepter ce défi. Un premier regard sur la politique commerciale européenne intérieure et extérieure laisse entendre que cette prise de conscience fait défaut. Pourtant, au delà de ça, la crise économique actuelle montre que l'idéologie sur laquelle les pays industrialisés ont fondé leurs stratégies semble de moins en moins solides. L'étude de Smith stipulant l'existence d'une main invisible qui règle automatiquement le fonctionnement des marchés s'est avéré une illusion. Les marchés sont faits par l'Homme et c'est l'Homme qui doit faire en sorte qu'en vue d'une répartition des responsabilités et des bénéfices tous les acteurs de la société tels que la politique, les entreprises, les syndicats ainsi que les Organisations Non-gouvernementales (ONG) ont voix consultative.

3.) La structure de l'Organisation mondiale du Commerce

7

Afin de comprendre les raisons de la critique à laquelle l'OMC fait face, il faut remonter aux origines du système commercial international. Le principe des Rondes qui se tenaient entre 1948 et 1995 avait créé une véritable « mille-feuille » de réglementations qui menaient de plus en plus dans une impasse. En plus, l'apparition des pays émergents et leur rattrapage graduel en matière de technologie, d'agriculture et de services, a forcé les pays développés à créer une organisation qui les protégeait contre la nouvelle concurrence en intégrant des règles pour ces secteurs jusque là négligés. De même, le lendemain de la fin de l'URSS une grande partie du monde et de nombreux nouveaux marchés se préparaient à rejoindre le système commercial mondial. Tous ces facteurs faisaient que le 1^{er} avril 1994 123 pays ont décidé d'établir une organisation qui devait prendre en compte les faiblesses du GATT et donner de la stabilité aux acteurs. C'est dans un contexte de vouloir faire des concessions aux pays émergent tout en maintenant la dominance des pays développés que le 1^{er} Janvier 1995 l'OMC est née.

L'OMC est une organisation intergouvernementale. Ceci signifie que ses organes n'ont pas la compétence de prendre des décisions de manière autonome sans qu'il ait eu une consultation préalable avec les pays membres. La représentation de ces derniers se fait au sein de la Conférence ministérielle et fonctionne selon le principe du consensus. Chaque pays a une voix et les décisions ne sont prises que lorsqu'il y a unanimité. Etant donné le nombre de 153 pays, il est apparent que les négociations peuvent durer pendant de longues périodes. Afin de rendre l'OMC plus efficace les pays membres devraient l'investir de pouvoirs supplémentaires ce qui irait de pair avec une perte d'influence de leur côté.

La structure juridique de l'OMC est basée sur trois piliers. Le GATT est le plus ancien et il règle l'échange des marchandises. Le GATS (General Agreement on Trade in Services) est le résultat des revendications de la part des grands prestataires de service mondiaux tels que les banques, les assurances ou les entreprises de télécommunication. Dans plusieurs pays industrialisés, en particuliers en Europe et aux Etats-Unis, le secteur tertiaire représente 2/3 du PIB. Pour cela il a donc fallu établir un cadre juridique fiable. Or, la spécialisation sur les services a fait que les entreprises sont obligées d'exploiter constamment de nouvelles sources de revenu pour se démarquer de la concurrence. C'est ainsi que la privatisation est devenue une condition primordiale de la politique économique. Le danger qui accompagne ce développement est le fait que même les besoins essentiels tel que l'alimentation en eau passe du domaine public au domaine d'entreprises privées. Le troisième pilier est le TRIPS (Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights). Il s'agit ici d'une réglementation pour la protection de la propriété intellectuelle telle que les marques, les designs ou les brevets. Alors que la protection de ces aspects est tout à fait nécessaire, elle a donné lieu à une nouvelle forme de business qui est en train de générer des tubérosités de plus en plus inquiétantes. Les grandes multinationales biotechniques, en influençant considérablement la prise de décision politique, modifient le patrimoine héréditaire d'animaux et de plantes et déposent des brevets dessus afin de pouvoir les vendre sous licence.

L'OMC offre aux pays membres la possibilité de donner un cadre fiable au commerce international mais en même temps elle permet à travers l'Organe de règlement des différends d'imposer des pratiques hautement controversées. Ceci est dû à la clause du traitement national qui vise à assurer une égalité entre les produits importés et les produits nationaux. Si par exemple un pays refuse de commercialiser des produits génétiquement modifiés sur son marché national alors que dans un autre pays ces mêmes produits ont été légalisés, le deuxième a le droit de porter plainte devant l'Organe de règlement des différends. Ces exemples sont censés montrer que tant que l'OMC peut être utilisée par des multinationales comme plateforme d'imposition de leurs stratégies redoutables à l'échelle mondiale, elle se retrouvera à juste titre au centre d'une forte critique.

4.) Le rôle de l'Union européenne

L'Union européenne a joué un rôle décisif lors de la conception de l'OMC. La structure et les règles qui sont remises en question ont leurs origines dans une tentative de créer un cadre juridique qui est particulièrement adapté aux besoins européens. Après que l'échec du cycle de Doha commençait à devenir de plus en plus prévisible, la Commission européenne était obligée de trouver un moyen de satisfaire aux revendications de l'industrie européenne qui n'avait pas de temps à perdre dans la course pour les marchés de croissance. C'est ainsi qu'en 2006 la stratégie de Lisbonne a été élargie par une dimension extérieure s'appelant « Global Europe ». Rien que le nom de cette stratégie souligne que l'idée du colonialisme européen est toujours profondément enracinée dans les esprits des dirigeants européens. A Bruxelles on semble être tellement convaincu de ses propres valeurs que l'on n'exporte pas seulement des services et marchandises mais toute une idéologie. C'est cette mentalité de supériorité qui caractérise la politique commerciale européenne.

Au sein de l'OMC c'est la Commission européenne qui représente tous les pays membres. En raison du tissu industriel différent en Europe du nord où le secteur tertiaire domine et les pays du sud qui se sont concentrés sur l'agriculture, la Commission est

obligée de prendre une position équivoque voire même opportuniste ce qui entraîne un problème de crédibilité auprès de ses partenaires commerciaux. Alors que les pays du nord poussent à une libéralisation des marchés, les pays du sud dépendent de mesures protectionnistes pour rester compétitifs. Afin de contourner la résistance au niveau multilatéral l'UE s'engage de plus en plus dans des accords bilatéraux où elle peut profiter de sa force économique pour imposer sa politique. Evidemment, ce comportement ne fait qu'aggraver les relations et affaiblit de surcroît la position de l'OMC. Le multilatéralisme couplé au principe de consensus garantit un meilleur équilibre puisqu'il restreint les initiatives individuelles et oblige les négociateurs de faire des concessions. Le cycle de Doha s'est inscrit à la devise de développement qui doit permettre aux pays émergents de s'intégrer dans la communauté internationale en fonction de leurs besoins. Pour l'instant, ces derniers arrivent à défendre leurs intérêts en bloquant les négociations multilatérales. Cependant, cette obstruction pourrait se révéler une victoire à la Pyrrhus parce qu'au niveau bilatéral ils n'ont pas la force de faire face aux grandes puissances.

L'effondrement de l'URSS a laissé une lacune à côté des Etats-Unis déclenchant une course pour les meilleures places dans la mondialisation. Dans le but de se joindre aux grandes puissances l'Union européenne s'est assignée en 2000 l'objectif de devenir en 10 ans la région économique la plus compétitive du monde. Bien que dès le début ce but témoignait d'un fort manque de réalisme, les mesures aussi bien au niveau intérieures qu'extérieures ont été poursuivies avec toute détermination. On est aujourd'hui en 2010 et l'Europe se trouve dans une situation précaire tant d'un point de vue économique que monétaire et structurel. Cette évaluation montre que le modèle « Global Europe » restera une illusion avec un réel arrière-goût amère. Montesquieu a écrit dans son œuvre *De l'esprit des Lois* que « là où les mœurs sont douces il y a du commerce et là où il y a du commerce les mœurs sont douces. » Inversement, il reste à en déduire que là où il y a le droit du plus fort et la poursuite inconditionnelle de profit les conflits ne sont pas loin. Le rôle que jouera l'Union européenne au sein de l'OMC ira donc bien au-delà d'aspects commerciaux.

Einleitung

Im Jahre 1748 veröffentlichte der französische Schriftsteller und Staatstheoretiker Montesquieu in Genf sein wohl bekanntestes Werk mit dem Titel *De l'esprit des Lois* in welchem er behauptete, dass "dort, wo sanfte Sitten herrschen, es auch Handel gibt, und dass überall dort, wo es Handel gibt, auch sanfte Sitten herrschen". Mehr als 250 Jahre später kehrt die Debatte um die Richtigkeit dieser Behauptung an ihren Ursprungort zurück. Obwohl der internationale Handel im Zuge der Globalisierung bisher unerreichte Ausmaße angenommen hat, befindet sich die Welthandelsorganisation in einer schweren Krise und das Verhalten der Protagonisten weist zunehmend darauf hin, dass sanfte Sitten im Kampf um Marktzugang und Rohstoffe vergeblich zu suchen sind. Eine der treibenden Kräfte des Welthandels ist die Europäische Union, die innerhalb der WTO durch die Kommission vertreten wird. Das Scheitern der im Jahre 2001 initiierten Doha-Runde geht mit der Schwächung des multilateralen Handelssystems einher, was die Akteure vor die Entscheidung zwischen einer Anpassung an die Bedingungen des 21. Jahrhunderts oder dem Weitermachen im gewohnten Trott stellt. Eine Schlüsselrolle in dieser Reformdebatte kommt somit der Europäischen Kommission zu und es hat den Anschein, als würde sie eine ernsthafte Auseinandersetzung scheuen und stattdessen auf bilaterale Handelsgespräche zurückgreifen. Ihr wirtschaftliches Gewicht versetzte sie schon einmal in die Lage, die Konzeption der WTO zu prägen. Da dieses System nun nicht mehr zu funktionieren scheint, gilt ein erster Blick dem Regelwerk der WTO. Anhand der Beschreibung relevanter Handlungsprinzipien sollen erste Hinweise auf die Gründe des Stillstandes herausgearbeitet werden. In einem zweiten Schritt wird die Funktionsweise und Wirtschaftspolitik der EU beleuchtet, um mit Hilfe der bestehenden Strukturen ein realistisches Bild möglicher europäischer Reformbeiträge entstehen zu lassen. Dieses Vorgehen soll es ermöglichen, Mängel und Hindernisse auf dem Weg zu einem Montesquieu'schen Zustand aufzuspüren und dabei die EU aus einem in der Fachliteratur selten betrachteten Blickwinkel zu untersuchen. Ziel dessen ist es zu hinterfragen, ob die EU dem unter anderem von Jeremy Rifkin hervorgehobenen Bild der sozialen „soft power“ entspricht und sich als Reformator für eine neue WTO eignet.

I Die Friedrich Ebert Stiftung

1.1 Gründung und Auftrag der FES

Die Friedrich Ebert Stiftung wurde 1925 mit dem Ziel gegründet, sozialdemokratische Grundwerte in einer jungen Weimarer Republik des Nachkriegs-Deutschlands zu festigen. Sozialer Zusammenhalt, demokratische Kultur sowie Innovation und Teilhabe gehörten damals wie heute zu den angestrebten Zielen¹. Im Wandel der Zeit und den sich verändernden gesellschaftlichen und ökonomischen Verhältnissen kamen immer wieder neue Herausforderungen dazu, welche eine Neuausrichtung und Anpassung erforderten. In jüngster Zeit nimmt daher die solidarische Gestaltung der Globalisierung mit all ihren Implikationen in den Bereichen Menschenrechte, Armutsbekämpfung, Migration, Klimawandel und Nachhaltigkeit einen wichtigen Platz im Aufgabenfeld der FES ein. 614 feste Mitarbeiter und eine Reihe weiterer lokaler Kräfte ermöglichen in über 100 Ländern ein breit gefächertes Spektrum an Bildungsveranstaltungen, Diskussionsforen und Fachtagungen. Dieser Informationsaustausch zwischen Vertretern aus Regierung, Unternehmen, internationalen Organisationen und der Zivilgesellschaft bietet eine notwendige Plattform, um jenen Entscheidungsträgern die Auswirkungen und möglichen Konsequenzen ihres Handelns näherzubringen. In diesem Kontext spielt das FES-Büro in Genf mit seinem Schwerpunkt „Dialogue on Globalization“ eine Vorreiterrolle.

1.2 Die Arbeit der FES Genf

Die Stadt Genf beherbergt annähernd 200 internationale Regierungs- und Nicht-Regierungsorganisationen. Hier befindet sich das Büro der Vereinten Nationen (UNO), die Konferenz der Vereinten Nationen über Handel und Entwicklung (UNCTAD), die Internationale Arbeitsorganisation (ILO), die Weltgesundheitsorganisation (WHO), das Hochkommissariat für Flüchtlinge (HCR) sowie die 1995 gegründete Welthandelsorganisation (WTO). In diesem Klima des Zusammentreffens globaler Entscheidungsprozesse arbeitet die FES in Form von Konferenzen, Seminaren, Workshops, Trainings- und Informationsprogrammen für hauptsächlich aus

¹ FES Homepage (26.04.2010 18:00)

Entwicklungsländern stammende Teilnehmer sowie regelmäßigen Publikationen eng mit ihren Partnern zusammen. Der Schwerpunkt liegt dabei in vier Bereichen²: Das Begleiten des neu ins Leben gerufenen Menschenrechtsrates (HRC), die Kooperation mit der IAO mit dem Ziel der Etablierung von Kernarbeitsstandards, des Weiteren die Arbeit an der Abrüstungskonferenz sowie viertens die Analyse von Handels- und Entwicklungsfragen der Doha-Runde innerhalb der WTO. Hier gilt ein besonderes Augenmerk dem „Capacity Building“ von Entwicklungsländern in Handelsrunden.

Der beherrschende Einfluss der Industrienationen, welcher sich über das General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) hinweg bis in die Strukturierung der WTO fortführt, ist nicht nur alleine auf deren wirtschaftliche Macht, sondern auch auf die Fähigkeit zurückzuführen, sich in internationalen Organisationen durch eine kompetente Vertretung eine angemessene Stimme zu verschaffen. Eine Reihe von Entwicklungs- und nunmehr Schwellenländern hat in den letzten Jahren einen wirtschaftlichen Aufschwung erlebt, was zu einer Neuverteilung der Stimmgewichte in der Global Governance geführt hat. Die daraus zwangsläufig resultierenden Verhandlungsrunden müssen initiiert, begleitet und evaluiert werden. Während einige Länder wie Brasilien, China und Indien mittlerweile über die Mittel und das Personal verfügen, um in diesen Gesprächen ihre Interessen mit Nachdruck zu vertreten, bleibt dieses Privileg vielen Entwicklungsländern größtenteils noch vorenthalten. Insbesondere hinsichtlich der Afrikanischen, Karibischen und Pazifischen Staaten (ACP) sieht sich die FES hier als Vermittler.

1.3 Die Szenario-Methode

Der Bedarf an Lösungsvorschlägen für ein sich anbahnendes, multipolares Kräfteverhältnis und die aktuell noch vorherrschenden Ungleichheiten im Welthandelssystem bedingen eine Neukalibrierung und Erweiterung des Blickfeldes aller Beteiligten. Das Scheitern der Doha-Runde (Doha Development Agenda – DDA) ist Zeugnis eines in sich verfahrenen Systems, welches auf postkolonialen Prinzipien aufgebaut und verschleppt wurde und mittlerweile angesichts des Erstarkens einiger

² FES Homepage (26.04.2010 18:00)

ehemaliger Entwicklungsländer keine spürbaren Ergebnisse mehr liefern kann. Es wäre jedoch unproduktiv sich an einer bloßen Kritisierung der Missstände aufzureiben. Stattdessen sollte dazu übergegangen werden, die Verfehlungen der Vergangenheit objektiv in den aktuellen Reformprozess einzubeziehen. Es ist dabei wichtig zu betonen, dass Szenarien weder Vorhersagen noch Wunschdenken sind. Es geht nicht darum, aus den Geschehnissen der Vergangenheit eine proportionale Kontinuität abzuleiten. Vielmehr wird ein mögliches Bild der Zukunft geschaffen, welches dann zum Erreichen oder Verhindern jenes projizierten Zustandes ein gewisses Verhalten nahelegt. Szenarien liefern somit weder Weg noch Strategie, sondern sie sind ein quantitativ-deduktives Vorgehen, welches das Ergebnis vorwegnimmt, um auf diese Weise das Ausmaß der zu treffenden Entscheidungen abschätzen zu können.

Die Szenario-Methode der FES Genf zur „Global Economic Governance 2020“ (GEG 2020) ist ein Versuch, die Erfahrungen der Vergangenheit und aktuelle Gegebenheiten der Gegenwart unter Einbeziehung verschiedenster Unwägbarkeiten zu einer Zukunftsvision miteinander zu verbinden. Es entsteht eine konstruktive Auseinandersetzung mit Fakten und Annahmen zum Zweck eines Aufzeigens möglicher Konsequenzen. Die daraus entstehenden Szenarien haben keinesfalls den Anspruch auf universelle Gültigkeit – dazu ist die Anzahl der Variablen zu groß. Vielmehr geht es darum, anhand mehrerer abweichender Leitlinien den Entscheidungsträgern aus Politik, Wirtschaft und Zivilgesellschaft die zu erwartenden Folgen ihres Handels aufzuzeigen. Gleichzeitig geht man dazu über, Geschehnisse nicht mehr nur zu dokumentieren und zu evaluieren, sondern den Blick in Richtung Zukunft zu wenden. Kontroversität im Endergebnis ist dabei genauso erwünscht wie Kreativität und unorthodoxe Denkweisen beim vorausgehenden Zusammentragen von Variablen, Perspektiven und Hypothesen. Die Suche gilt nicht dem Konsens, sondern dem Anerkennen des Standpunktes des Anderen. Dafür ist eine Arbeitsgruppe bestehend aus Mitgliedern unterschiedlichsten Hintergrunds unabdingbar. Mit Hilfe eines Zeitstrahls ausgedrückt könnte man sagen: Das linke Ende ist das Hier und Jetzt. Das rechte Ende ist unser Zustand X zu einem Zeitpunkt Y. In der Mitte liegt eine Reihe von beeinflussbaren Faktoren wie Entscheidungen und Maßnahmen sowie eine unbekannt

Zahl von „kritischen Ungewissheiten“. Je nach dem wie wir unsere Entscheidungen treffen, steuern wir auf ein entsprechendes Gesamtbild hinzu. In zwischenstaatlichen Organisationen wie der WTO, hat insbesondere die Politik ein Interesse daran, bei ihrer Entscheidungsfindung zu globalen Fragestellungen nicht im Dunkeln zu tappen. Der Erfolg der FES Szenario-Methode und die steigende Zahl an Nachahmern zeigt, dass trotz aller Ungewissheiten und Unvorhersehbarkeiten die dieser Ansatz in sich birgt, in dieser Hinsicht durchaus von einem Alleinstellungsmerkmal gesprochen werden kann.

1.4 Die Genfer Szenarien zur „Global Economic Governance 2020“

Während die Politik zumeist behäbig in vierjahres Legislaturzyklen denkt, funktioniert die Wirtschaft in deutlich kürzeren Zeitabständen. Jedoch, ganz gleich ob das Handeln an Wählerstimmen oder Quartalsabschlüssen ausgerichtet wird, beiden Ansätzen fehlt zu häufig der Weitblick. Angesichts einer durch die Wirtschaftskrise ausgelösten erhöhten Empfänglichkeit für Reformgedanken, bieten die Szenarien zur GEG 2020 einen wichtigen Beitrag zur Wiedererlangung einer langfristigen und nachhaltigen Entscheidungsfindung in Politik und Wirtschaft.

Alle vier Szenarien haben ihren Ausgangspunkt in der Nahrungsmittel- und Energiekrise 2008 und entwickeln darauf aufbauend Eigendynamiken, was im Jahr 2020 zu unterschiedlichen Ergebnissen führt. Diese sollen in der Folge dargestellt werden³:

1.4.1 Heruntergekommener Nationalpark – Weiter im alten Trott

Das erste Szenario zeichnet insgesamt ein düsteres Bild des Zustandes der Welt. Die Wirtschaftskrise konnte die Staatsoberhäupter nicht dazu bewegen, den bedeutenden Missständen der Zeit Abhilfe zu schaffen. Die Doha-Runde wurde mit einem Minimum dessen was nötig gewesen wäre zu Ende gebracht. Die Kluft zwischen den Schwellen- und Industrieländern hat sich in wirtschaftlicher Hinsicht weitestgehend geschlossen, ideologisch jedoch kam es zu keiner Annäherung. Transnationale Unternehmen (TNU) haben ihren Einfluss noch verstärkt und nutzen diesen in Ermangelung internationaler

³ Veit, Winfried. The Geneva Scenarios on *Global Economic Governance 2020*, FES, Genf, April 2009.

Regeln ungehemmt aus. Das Quasi-Scheitern der Doha-Runde hat bilaterale und regionale Freihandelsabkommen (FTA) gefördert. Es herrscht ein System des wirtschaftlich Stärkeren. Koordination und Kohärenz lässt das Weltwirtschaftssystem gänzlich vermissen. Eine Verschärfung der Probleme ist absehbar.

1.4.2 Marsch der Elefanten – Konkurrierende regionale Blöcke

Die Krisen der vorausgegangenen Jahre haben zu einer gewissen Einsicht geführt. Die Regierungen konnten sich unter Berücksichtigung auf ihre jeweiligen Interessen auf eine gemeinsame Basisreform des Welthandelssystems einigen. Sieben Blöcke haben sich herauskristallisiert: die erweiterte Europäische Union, USA bzw. Nord- und Zentralamerika, China, Indien/Südasiens, Brasilien/Südamerika, Russland/Zentralasien sowie ASEAN (Gemeinschaft südostasiatischer Staaten). Kleinere Staaten hängen sich an diese Blöcke an. Die Priorität liegt jedoch auf nationaler Stärke und gelegentlichem intraregionalem Handel. Dies erschwert die Kooperation bei der Inangriffnahme globaler Problemstellungen.

16

1.4.3 Das Gesetz des Dschungels – Dem Abgrund entgegen

Der Zustand der Welt hat anarchistische Züge angenommen. Die Länder sind in eine Strategie des Merkantilismus und Protektionismus zurückgefallen. Weltweit verzeichnen die Volkswirtschaften einen Rückgang des BIP und gleichzeitig einen Anstieg der Arbeitslosigkeit, was eine nationalistische Stimmung fördert. Die Bretton-Woods Institutionen und der Multilateralismus existieren nicht mehr. Die regionalen Blöcke zerfallen und überlassen das Feld demokratiegefährdenden Bewegungen. Bewaffnete Konflikte nehmen zu und der Kampf um Rohstoffe in Afrika und der Antarktis hinterlässt eine Schneise der Verwüstung.

1.4.4 Harmonisches Naturreservat – Wahrer Multilateralismus

Die Bedingungen in diesem Szenario werden zu Anfang erst schlechter bevor sie besser werden. Die Krisen der Jahre 2008/09 waren nur der Anfang. Alle Hoffnungen auf eine wirtschaftliche Erholung finden in dem Platzen weiterer Spekulationsblasen ein jähes

Ende. Die Entscheidungsträger in den Regierungen haben auch weiterhin an der Realität vorbei regiert und es ist erst der massive Druck der Bevölkerung der ab 2016 zu einem drastischen Umdenken führt. Die Weltbank, der IMF und die WTO werden durch ein neues multilaterales System ersetzt, in dem auch Gewerkschaften, Unternehmen und NGO's ein Mitspracherecht haben. Herzstück dieser Struktur ist die „Weltvollversammlung“ (Global Governance Assembly – GGA). Die Finanzwelt hat sich von der kurzfristigen Shareholder Value-Strategie hin zu einem System der Nachhaltigkeit entwickelt.

1.5 Vorläufige Erkenntnisse aus den Szenarien

Die Ausarbeitung von Szenarien ist ein aufwändiger Prozess, an dem eine Reihe von Experten über einen längeren Zeitpunkt hinweg zu arbeiten hat. Es ist insbesondere die Vielfalt der Charaktere und deren berufliche Erfahrung, die den Ergebnissen Glaubwürdigkeit verschaffen. Wenngleich diese Bedingungen für die vorliegende Arbeit nicht gegeben sein können, so sieht sich der Autor den in 1.3 hervorgehobenen Prinzipien als Grundlage für die Erstellung verpflichtet. Kontroversität, Kreativität, unorthodoxe Denkweisen sowie der Mut unbequeme Sachverhalte einzubeziehen, sollen diese Arbeit prägen. In gewisser Hinsicht kann sich die berufliche Unbedarftheit sogar als Vorteil herausstellen, da die Betrachtungsweise bzw. der Blickwinkel keinen institutionell beeinflussten Erwartungen oder Einstellungen unterworfen ist. Die Ergebnisfindung orientiert sich sowohl an der objektiven Auswertung von Dokumenten als auch von empirisch beobachtbaren Realitäten. Für den Fall dass dies nicht dem vorherrschenden Konsens entspricht, so ist das bei größter Bemühung um Fundiertheit jenen Realitäten geschuldet.

Einige der in den Szenarien angesprochenen Problemstellungen werden im Laufe dieser Arbeit Erwähnung finden, da abzusehen ist, dass sie die Arbeitsweise der EU und somit deren Rolle im Reformprozess der WTO in besonderem Maße betreffen. Insofern ist bereits zu diesem frühen Stadium der Ausarbeitung festzustellen, dass die Genfer Szenarien ein methodischer sowie inhaltlicher Wegweiser sind.

II Beschreibung des Verantwortungsbereiches

2.1 Die ersten Wochen bei der FES

Das FES-Büro Genf arbeitet seit 2002 unter dem Program „Dialogue on Globalization“. Wie bereits unter Punkt 1.2 erläutert, liegen die vier Arbeitsschwerpunkte auf den Bereichen Welthandel, Abrüstung, Internationale Arbeitsstandards und Menschenrechte. In der Praxis sind diese Aspekte häufig sehr eng miteinander verknüpft und somit bietet die Arbeit in der FES Genf eine sehr gute Möglichkeit einen umfassenden Einblick in die aktuellen Thematiken des Weltgeschehens zu erlangen.

Auf Grund der wirtschaftlichen Ausrichtung meines Studiums konzentriert sich meine Tätigkeit hauptsächlich auf Fragestellungen des Welthandels bzw. der Arbeit der WTO. In diesem Kontext spielt die Aufarbeitung der Entwicklung der Doha-Runde eine wichtige Rolle. Letztere wurde 2001 initiiert und bis zum heutigen Tag nicht zu einem Ende geführt. Mehrere zwischenzeitliche Versuche einer Wiederbelebung scheiterten, sodass bei allen Beteiligten eine gewisse Ratlosigkeit festzustellen ist. Dennoch darf dieser Stillstand nicht dazu verleiten die Verhandlungen aus den Augen zu verlieren. Aus diesem Grund bestand eine meiner ersten Aufgaben seit Beginn des Praktikums darin, mich mit dem Regelwerk der WTO, den aktuellen Problemen und Thematiken und der Verhandlungsposition der Hauptakteure des Welthandels vertraut zumachen. Wenngleich derzeit keine großen Veränderungen zu erwarten sind, veranstaltet die WTO in regelmäßigen Abständen sogenannte „Informal Dialogues“, in denen der oder die Vorsitzende eines Verhandlungspunktes der Doha-Runde Journalisten und Vertreter von Nichtregierungsorganisationen über die aktuellen Geschehnisse informiert. Die Verfolgen dieser Konferenzen erfordert einen hohen Grad an Fachkenntnissen und Hintergrundwissen, sodass sich die Teilnahme während der ersten Monate sehr schwierig gestaltete. Auf Grund des ausgezeichneten Rufes den die Friedrich Ebert Stiftung in Genf genießt und auch durch die gute Zusammenarbeit des für den Bereich Welthandel ehemals zuständigen Kollegen mit den Vertretern anderer Organisationen, fiel es mir leicht mit letzteren ins Gespräch zu kommen und mich auszutauschen. Des Weiteren verfügt die WTO über eine eigene Bibliothek, in der sich eine umfangreiche Sammlung themenspezifischer Bücher und Veröffentlichungen befindet. Auf diese

Weise gelang es mir in der Kürze der Zeit einen Überblick zu erwerben, der es mir mittlerweile erlaubt mich in den Zusammenhängen der Doha-Verhandlungen zurechtzufinden. Im Laufe der Zeit stellte ich zunehmend fest, dass sich das „Labyrinth“ WTO mehr und mehr entwirrte und ich die Ausführungen der Referenten in meinem Wissen verorten konnte. Diese kleinen Erfolgserlebnisse zeigten mir, dass ich mich in meiner Recherche mit den richtigen Fragestellungen befasste und ich empfand es als sehr motivierend zu sehen, wie sich langsam ein Puzzle zusammensetzte. Wenngleich ich im Hinblick auf meine Masterarbeit ein persönliches Interesse daran hatte mich schnellstmöglich in diese Thematik einzuarbeiten, trug auch der Weggang eines Kollegen Ende März dazu bei, dass ich keine Zeit zu verlieren hatte. Bereits zu Beginn meines Praktikums waren die ersten Planungen für anstehende Projekte, Konferenzen, Workshops und Seminare im Gange. Mir blieben also etwa sechs Wochen, um mich mit den Kollegen unserer Partnerorganisationen vertraut zu machen und dafür zu sorgen, dass ich ab April meinen Teil der Organisation weitestgehend selbstständig erfüllen konnte.

2.2 *WTO-Workshop (12. Mai 2010)*

Nachdem die Doha-Runde seit nunmehr fast zehn Jahren zu keinem Ergebnis geführt hat, kommt zwangsläufig die Frage nach der Funktionsfähigkeit des multilateralen Systems und ihrer Trägerin, der WTO, auf. Der Europäischen Union als einer der Gründer und größten Akteure kommt bei der Lösungsfindung eine wichtige Rolle zu. Daher entstand in Anlehnung an die Szenarien zur Global Economic Governance 2020 die Idee, einen Workshop zur Rolle der EU in der WTO-Reform zu organisieren. Wie bereits beschrieben, ist die Besetzung des Teams eine wichtige Komponente für den späteren Erfolg. Aus diesem Grund ging es zunächst darum, eine gute Mischung von Experten zusammenzustellen, die dieses Thema mit dem nötigen Fachwissen bearbeiten konnten. Da die Szenariomethode einer festgelegten Vorgehensweise folgt und nicht jeder mit selbiger vertraut ist, griffen wir auf ein Grundgerüst von Leuten zurück, die bereits bei den GEG 2020 mitgearbeitet hatten und sich auch thematisch eigneten. Im Anschluss daran gingen die Überlegungen dazu über, die Gruppe mit Fachleuten zu

vervollständigen, die ein möglichst breitgefächertes Spektrum an Sichtweisen mit einbringen konnten. Einer der Gründe für den Stillstand der Doha-Runde ist, dass die derzeitigen Strukturen der WTO zu einseitig auf die westlichen Industrienationen ausgerichtet sind. Somit mussten wir sicherstellen, dass dieses Kriterium für die Szenarioarbeit berücksichtigt wurde. In diesem Punkt kam uns das in seiner Breite einzigartige Netz der FES-Büros auf der ganzen Welt zu Gute. Mit Hilfe der Länderbüros war es uns möglich hochkarätige Teilnehmer für den Workshop zu gewinnen. Neben FES-Kollegen aus Brasilien und Brüssel, erhielten wir auch Zusagen von Vertretern aus Indien, Sambia und Südafrika, verschiedenen Nichtregierungsorganisationen, dem Europäischen Parlament sowie der Europäischen Kommission und der WTO. Nachdem die Besetzung feststand, erfolgten logistische Aufgaben wie Flüge buchen, Hotels reservieren und die Räumlichkeiten für den Workshop mieten.

Am Tag des Workshops selbst, begann die Arbeit um 9.00 Uhr. Es erfolgte eine kurze Einführung in die Vorgehensweise und den Tagesablauf. Dann wurden nach der Brainstormingmethode Ideen gesammelt, die die Teilnehmer mit dem Thema des Workshops assoziierten. Die Ideen wurden auf Kärtchen festgehalten und an einer Tafel in Kategorien geordnet. Als nächstes galten die Überlegungen den „critical uncertainties“. D.h. unvorhersehbare Ereignisse, die den Verlauf der Entwicklung stark verändern könnten. Auch hier entstand eine Einteilung in zusammengehörende Bereiche. Im letzten Schritt wurden die Teilnehmer gebeten, unter Zuhilfenahme der bereits erarbeiteten Informationen ein eigenes, kleines Szenario zu erstellen. Die Ergebnisse wurden wiederum zusammengefasst und auf eine Anzahl von neun vorläufigen Szenarien reduziert, welche dann als Grundlage für meine Verschriftlichung dienten. Sobald demnächst alle vier Szenarien vorliegen, werden sie an die Teilnehmer verschickt, die dann Änderungen vornehmen, Anmerkungen machen und insgesamt ihre Meinung äußern können. All dies wird dann erneut von der FES-Genf in Form gebracht und im Herbst in Brüssel präsentiert.

Der Nutzen den ich aus dieser Veranstaltung ziehe, ist nicht nur fachlicher Natur, sondern insbesondere der, dass ich dieses Projekt von Anfang bis Ende betreut habe und mir die positiven Rückmeldungen der Teilnehmer das Gelingen bestätigt haben.

2.3 *Seminar zu Sustainability Standards in Trade and Development (1-2 Juli 2010)*

Ich hatte zuvor bereits erwähnt, dass die Thematik des Welthandels weit mehr Facetten beinhaltet als nur den bloßen Austausch von Gütern. Die Globalisierung, die man vereinfacht ausgedrückt auch als die internationale Arbeitsteilung verstehen kann, wurde maßgeblich durch das drastische Absinken von Transportkosten und schnelle Kommunikationsmöglichkeiten ermöglicht. Die Kehrseite der Medaille ist jedoch, dass das Verkehrsaufkommen zu Land, zu Wasser und in der Luft explodiert ist. Die Spezialisierung einiger meist aus Entwicklungsländern stammenden Produkte, die in Industrienationen zwar theoretisch selbst hergestellt werden könnten, aber auf Grund komparativer Kostennachteile zunehmend ausgelagert werden, bedingt, dass der ökologische Fußabdruck in demselben Maße wie der Handel zugenommen hat. Dies ist ein Gesichtspunkt von Nachhaltigkeit, der im Rahmen unseres Seminars zur Sprache kommen soll. Ein weiterer Aspekt betrifft die Zertifizierung von Produkten, die unter der Einhaltung nachhaltiger Herstellungsverfahren produziert wurden. Auf Grund der für den Endverbraucher im Normalfall nicht mehr nachzuvollziehenden globalen Supply Chains, ist es wichtig dafür Sorge zu tragen, dass die Produkte hinsichtlich Umwelt- und Sozialstandards einer ununterbrochenen und zertifizierten Kontrolle unterliegen. Tut man dies nicht, läuft man Gefahr, dass die externalisierten Kosten ansteigen und Dumpingmaßnahmen Überhand nehmen.

Es scheint allmählich in das Bewusstsein der Menschen einzusickern, dass das bedingungslose Streben nach Wachstum bei gleichzeitiger Endlichkeit von Rohstoffen zwangsläufig an seine Grenzen stoßen wird. Obwohl ich mich persönlich von der Theorie der Klimaerwärmung durch CO₂ entschieden distanzieren, was durch die mittlerweile offenkundig unseriöse Arbeit der IPCC gestützt wird, ist es nicht zu leugnen, dass in Punkto Umwelt- und Sozialstandards Handlungsbedarf besteht. Die von Unternehmen selbst auferlegte „Corporate Social responsibility“ ist nicht bindend und endet in den meisten Fällen dort wo Profitaussichten beginnen. Daher müssen Möglichkeiten ersonnen werden, die über den Jahresabschlussbericht hinaus tragfähig sind. Es handelt sich also hier um ein Thema, dass in seiner praktischen Umsetzung

noch in den Kinderschuhen steckt. Gleichzeitig bietet dies der FES die Chance sich in diesem Bereich einen Namen zu machen.

Auf Initiative des Auswärtigen Amtes erarbeitete unser Büro zusammen mit dem International Trade Centre (ITC), einer Gemeinschaftsorganisation der WTO und der UNCTAD, eine Konferenz zu Nachhaltigkeitsstandards im Handel und der Entwicklung. Das Ziel ist es, Vertreter aus unterschiedlichen gesellschaftlichen Bereichen (Regierung, Wirtschaft, Universitäten und Zivilgesellschaft) zusammenzubringen und einen konstruktiven Austausch von Erfahrungen, Möglichkeiten und Erfolgserlebnissen anzustoßen. Letztendlich kann Nachhaltigkeit nur dann gewährleistet werden, wenn alle notwendigen Perspektiven gleichermaßen in die Betrachtungen mit einfließen. Dies stellte die ersten Herausforderungen an unsere Arbeit. Die Vorbereitungen zur Auswahl und Einladung der Sprecher begannen bereits vor dem Beginn meines Praktikums und dauerten bis Mitte Juni an. Die Absicht war es, am ersten Tag der Konferenz mit einem politischen Podium zu beginnen und dann über Modelle von Standards konkrete Erfolgsgeschichten vorzustellen. Am zweiten Tag liegt der Schwerpunkt auf Maßnahmen zur Stärkung von Transparenz, gefolgt von einer ausführlichen Podiumsdiskussion, in der das Publikum den Sprechern Fragen stellen kann. Abschließend werden zukünftige Entwicklungsmöglichkeiten unter dem Motto „The way forward“ angesprochen.

Neben der logistischen Arbeit, die der den Vorbereitungen zu dem WTO-Workshop glichen, war eines der wichtigsten Elemente meiner Arbeit die ständige Koordinierung mit den Kollegen der ITC. Absagen von Kandidaten mussten im Programm berücksichtigt und durch adäquate Alternativen ersetzt werden. Dabei durfte die angestrebte Ausgewogenheit der Sprecher nicht vernachlässigt werden. Bei einer Konferenz dieser Größenordnung laufen mehrere Prozesse parallel nebeneinander und je näher das Austragungsdatum rückt, desto weniger Zeit verbleibt, um auf unvorhergesehene oder übersehene Ereignisse zu reagieren. Somit ist es wichtig von vorne herein organisiert und strukturiert vorzugehen und sich immer wieder einen Überblick zu verschaffen wo man steht. Letztlich bleibt auch hier das positive Gefühl, die schrittweise Entstehung und Vervollständigung des Projekts beobachten zu können.

III WTO Reform und die Rolle der Europäischen Union

Um die Rolle der EU im Rahmen einer zukünftigen WTO-Reform einschätzen zu können, gilt es zunächst einen kurzen geschichtlichen Überblick über die Entstehung beider Organisationen zu vermitteln. Daran anschließend wird die jeweilige institutionelle Struktur und systemischen Leitprinzipien in dem Maße beleuchtet, wie es für die Herausarbeitung der zentralen Fragestellung der Rolle der EU in der WTO-Reform nötig ist. Um Übersichtlichkeit zu gewährleisten, orientiert sich die endgültige Auswahl der zu berücksichtigenden Ansatzpunkte an vier Hauptquellen: Dem Bericht der Sutherland-Kommission (2004), dem Bericht der Warwick-Kommission (2007), dem Bericht des Europäischen Parlaments „Auf dem Weg zu einer Reform der Welthandelsorganisation“ (2008) sowie Faizel Ismails Buch „Reforming the World Trade Organization“ (2009). Somit ist neben dem Blickwinkel eines Entwicklungslandes auch eine akademische bzw. parlamentarische Sichtweise gegeben. Eine ausführliche Behandlung der Arbeitsweise der EU aus der internen und externen Perspektive gibt Aufschluss über ihre Handlungsmuster und ermöglicht Rückschlüsse inwieweit die EU angesichts der zuvor herausgearbeiteten Reformansätze zu einer erfolgreichen und nachhaltigen Lösung beitragen kann.

3.1 Die Welthandelsorganisation

3.1.1 Entstehung

Ungeachtet aller negativen Implikationen die Weltwirtschaftskrisen mit sich bringen, scheinen sie dennoch das Potenzial zu haben, die Menschen zum Überdenken aktueller Strukturen anzuregen. So geschehen noch während des 2. Weltkrieges in einem kleinen Ort im Bundesstaat New Hampshire, wo sich 1944 die Finanzminister und Notenbankgouverneure von 44 Staaten daran machten, eine Neuordnung für die Weltwirtschaft der Nachkriegszeit zu entwerfen. Das Ergebnis war die Erschaffung der sogenannten Bretton Woods-Organisationen, bestehend aus der Weltbank und dem Internationalen Währungsfonds. Auf konkreter handelspolitischer Seite entstand als dritte Säule unter der Ägide von John Maynard Keynes das Modell einer Internationalen Handelsorganisation (ITO), welche in ihrer ursprünglichen Konzeption weit über reine

Welthandelsfragen hinausging. Die vorgelegte Charta zeugte von ehrgeizigen Zielen, denn sie umfasste neben einer internationalen Zentralbank und einer internationalen Clearing Union auch Regeln zu Beschäftigung, Investitionen, Dienstleistungen und allgemeine Grundsätze des Warenaustausches⁴. Da den USA dieses Konzept in seinen institutionellen Ausmaßen zu weit ging, gründeten sie am 30. Oktober 1947 mit 22 weiteren Ländern das wesentlich schlankere General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), welches am 01. Januar 1948 in Kraft trat. Es bestanden nun zwei parallele Abkommen von denen das eine die Havanna-Charta und das andere das deutlich unausgereifere GATT war. Da viele Länder davon ausgegangen waren, dass das GATT in die Havanna-Charta integriert werden würde, ließ man es bei diesem Zustand bewenden. Diese Annahme erwies sich jedoch schon bald als ein Trugschluss. Die Euphorie der unmittelbaren Nachkriegszeit war verflogen und realpolitische Themen wie Trumans Wiederwahl 1948, der Marshall-Plan und die wieder erstarkten Konzerninteressen sorgten für ein Scheitern der ITO. Übrig blieb das GATT, weil es als „provisorisch“ galt und keine restriktiven, institutionellen Regelungen auferlegte. Obwohl das Abkommen in gewisser Hinsicht sehr erfolgreich war, indem es im Laufe der Jahrzehnte die Zölle für Industriegüter von durchschnittlich 50% auf 5%⁵ reduzieren konnte, blieb seine inhaltliche Ausarbeitung unvollkommen. Die mutigen Ansätze, die Keynes bereits 1945 in sein Modell integriert hatte, mussten in der Folge in nicht weniger als acht Handelsrunden mühsam nachgebessert werden.

Das Ende des Goldstandards läutete in Europa ein Abklingen des durch den Marshall-Plan bis dato fühlbaren Wachstums ein. Die darauf folgenden Ölkrisen verschlechterten das Handelsklima bis weit in die frühen achtziger Jahre hinein. Hinzu kam, dass der Fortschritt im Bereich der Computertechnologie und des Transportwesens die Wirtschaft vor neue Herausforderungen aber auch Möglichkeiten stellte und so die Globalisierung mit ihren neuen Mitspielern aus den Entwicklungsländern allmählich Fahrt aufnahm. Spätestens mit dem Zusammenbruch der UDSSR machten ein völlig verändertes geostrategisches Machtgefüge und neue, vielversprechende Märkte eine grundlegende Veränderung des Welthandelssystems nötig. Die sich zeitlich immer

⁴ Aus: Havanna Charta. <http://www.worldtradelaw.net/misc/havana.pdf> (28.05.2010 22:15)

⁵ World Trade Organization. « Understanding the WTO », 2008.

länger hinziehenden Handelsrunden waren der inhaltlichen Komplexität der anfallenden Fragen nicht mehr gewachsen und so unterzeichneten die 123 Mitgliedstaaten am 15. April 1994 das Marrakesch-Abkommen, welches am 1. Januar 1995 die WTO in Kraft setzte. Diese enthielt nun neben den bereits bestehenden Bestimmungen zu tarifären und nicht-tarifären Aspekten auch Regelungen zu Dienstleistungen, geistigem Eigentum sowie ein Verfahren zur Streitschlichtung. Während somit ein Großteil der technischen Handelsfragen integriert worden war, fanden Vorgaben zu Arbeitsstandards keine Berücksichtigung. Die folgenden Abschnitte sollen die Struktur und Mechanismen der WTO beleuchten und auf diese Weise an die aktuelle Reformdebatte heranführen.

3.1.2 Institutionelle Struktur

Die fortschreitende internationale Arbeitsteilung, die logistische Vernetzung der Weltwirtschaft und die daraus entstehenden Lieferketten machen ein stabiles Handelssystem notwendig. Ohne eine möglichst hohe Vorhersehbarkeit der tarifären, nicht-tarifären und rechtlichen Rahmenbedingungen wäre der internationale Waren- und Dienstleistungsverkehr mit schwer kalkulierbaren Risiken verbunden. Die primäre Aufgabe der WTO ist es deshalb, die globalen Handelsströme in ein stabiles Korsett zu fassen. In einer Welt, die enormen wirtschaftlichen aber auch kulturellen Unterschieden unterliegt, stellt sich die Frage wie eine Organisation strukturiert sein muss, um eine derart hohe Anzahl abweichender Interessen zu einem allseits akzeptierten Gerüst zu formen. Eine erste Antwort findet sich in der hauseigenen Broschüre der WTO⁶: Die WTO ist zunächst ein multilaterales Verhandlungsforum. Ein Ort, an dem die Mitgliedsländer die Möglichkeit haben sich in Handelsfragen auszutauschen. Des Weiteren ist sie ein Regelwerk, welches eine Vielzahl von durch Regierungen getroffenen Vereinbarungen auf transparente und vorhersehbare Art und Weise bündelt. Drittens ist die WTO ein Instrument der Streitschlichtung, zu dessen Funktionieren rechtliche Rahmenbedingungen geschaffen worden sind.

Zumindest der Rahmen für einen konstruktiven Dialog scheint gegeben zu sein und dennoch kann die Kluft zwischen den Protagonisten hauptsächlich aus Nord und Süd

⁶ World Trade Organization. « Understanding the WTO », 2008.

nicht überbrückt werden. Trotz aller Bekenntnisse für einen ungehinderten Waren- und Güterverkehr bleiben die Akteure ihren nationalen Interessen verbunden – und die gilt es zu verteidigen. Die internationale Handelsgemeinschaft ist keine Ansammlung altruistischer Wirtschaftsakteure. Lange Zeit profitierten die Großen des Geschehens von ihrer Vormachtstellung und der damit verbundenen Möglichkeit, die Kleinen auch klein zu halten – zum Beispiel durch protektionistische Maßnahmen.

„Die britischen Moralpredigten zu Gunsten des Freihandels erinnern an denjenigen, der, auf dem Gipfel angekommen, die Leiter mit einem Fußtritt wieder hinab stößt, um die anderen daran zu hindern zu ihm aufzuschließen.“⁷

Das was heute als Globalisierung bekannt ist, ist das wirtschaftliche Erwachen dieser Kleinen, die sich nun daran machen ihren Teil bei der Verteilung von Ressourcen und Wohlstand einzufordern. Es scheint, als ob in diesen Ländern das Potenzial Ricardos Lehren in den letzten fast 150 Jahren brachgelegen hat und es nun zu einem finalen, globalen Wettrennen um die noch verfügbaren Früchte kommt. In dieser Situation hat kein Land etwas zu verschenken. Das Prinzip der globalen Arbeitsteilung bedingt ein Zusammenarbeiten der Ökonomien, aber trotz aller unwiderlegbaren Vorteile befinden wir uns nicht in einem Pareto-Optimum. Weltwirtschaft ist angesichts einer begrenzten Menge an Rohstoffen ein Nullsummenspiel, welches umso heftiger ausgetragen wird, als sich die Zahl der Teilnehmer drastisch erhöht hat. Der wahre Grad der Verbundenheit kommt erst dann zum Vorschein, wenn sich die Zweckgemeinschaft einer Bedrohung ihrer jeweiligen Interessen gegenüber sieht. Dieser ambivalenten Atmosphäre, nämlich dem Bewusstsein für die Notwendigkeit eines multilateralen Forums, bei gleichzeitiger Bewahrung der eigenen Verhandlungsposition, entsprang das Regelwerk der WTO. Inwieweit dieser Kompromiss gelungen ist, sollen die folgenden Abschnitte zeigen. Zuvor jedoch gilt es die beiden zentralen Leitgedanken der WTO, der Multilateralismus und die Zwischenstaatlichkeit, zu beleuchten. Aus der Betrachtung dieser beiden Prinzipien leitet sich ein wichtiges Verständnis sowohl für die Funktionsweise als auch für die Reformdebatte der WTO ab.

⁷ (Meine Übersetzung) Aus: Ha-Joon, Chang. „Kicking away the ladder: Development strategy in historical perspective“. Anthem Press, 2002

- Multilateralismus

Das Prinzip des Multilateralismus beruht auf der Idee, dass sich mehrere Staaten in gleichberechtigter und kooperativer Weise zum Zwecke von Verhandlungen zusammenschließen. In Abgrenzung zum Unilateralismus, in dem eine Partei ihr Handeln nur im Hinblick auf die eigenen Bedürfnisse ausrichtet, was von einem starken imperialistischen Beigeschmack geprägt wäre und ebenfalls entgegen dem Bilateralismus, welcher direkte Verhandlungen zwischen zwei Parteien bedeutet und angesichts der Vielzahl von Akteuren nicht mehr zeitgemäß erscheint, ist der Multilateralismus die Form der Organisationsstruktur, die den modernen Politik- und Machtverhältnissen am ehesten entspricht. Wenn die WTO multilaterale Verhandlungen zu einem Grundpfeiler gemacht hat, dann ist dies Ausdruck des Willens für gleichmäßig verteilte Kräfteverhältnisse und eine demokratische Grundordnung. Der Multilateralismus zwingt die Teilnehmer zu einem höheren Maß an Ausgewogenheit, zu einem Blick auf die Bedürfnisse anderer und verhindert somit Alleingänge. Dies wiederum erzeugt für die Schwächeren einen erhöhten Grad an Sicherheit und Stabilität. Die Schwierigkeit für die traditionell einflussreicheren Teilnehmer liegt darin, dass sie nun zu größeren Zugeständnissen angehalten sind und gegebenenfalls auch eine Verzögerung der Entscheidungsfindung in Kauf nehmen müssen. In der Realität lassen weder das Primat des Wachstums und der damit verbundene Zeitdruck neue Märkte erschließen zu müssen noch die schiere Anzahl von 153 Mitgliedern einen wahren Multilateralismus zu. Und so geht es der WTO wie jedem unter Übergröße und Heterogenität leidenden System: Demokratie und Ausgewogenheit müssen der Effektivität weichen und somit ist der Anfang vom Ende des multilateralen Systems eingeleitet. Auf die eine oder andere Weise kann man auch dem Unilateralismus eine gewisse Effektivität nicht absprechen, es hat sich lediglich die Perspektive verschoben. Haben sich in dem Korsett erst einmal Risse gebildet, geht die Tendenz unausweichlich dahin, dass jeder wieder das tut, was seinen persönlichen Interessen entspricht. Aus Kooperation wird allzu schnell das Recht des Stärkeren und die Leitern beginnen erneut zu fallen.

- Zwischenstaatlichkeit

Angesichts des Scheiterns der Doha-Runde, werden immer wieder Stimmen laut, die eine aktivere Rolle der WTO bei der Lösungsfindung fordern. Dies ist aufgrund des zwischenstaatlichen Charakters jedoch nicht möglich. Entscheidungen können einzig und allein die Mitgliedsländer treffen. Wer also die WTO für die seit Jahren verfahrenere Situation verantwortlich macht, der verkennt die Kompetenzverhältnisse. Die Zwischenstaatlichkeit garantiert den Vertragsunterzeichnern die uneingeschränkte Kontrolle über die Entscheidungsfindung und verschafft ihnen sogar indirekt Spielraum, um Stillstände auf die Ineffektivität der WTO abzuwälzen. Wenn sich selbige demnach Kritik ausgesetzt sieht, dann richtet sich diese rein formell betrachtet gegen die Mitgliedsländer selbst. Andererseits darf die Stimulationswirkung einer ausgewogenen, objektiven Vermittlung nicht unterschätzt werden. Die Reputation des Generaldirektors (GD) kann dazu beitragen, unvereinbare Standpunkte zu einem Kompromiss zusammenzuführen⁸. Um sich jedoch aus ihrer Reaktivität emanzipieren zu können, wäre ein uneingeschränktes Solidaritätsbekenntnis seitens aller Mitgliedsländer von Nöten. Davon kann angesichts der steigenden Anzahl an bilateralen Handelsabkommen keine Rede sein. Realistisch betrachtet wird dem erfolgreichen Abschluss der Doha-Runde kaum noch eine Chance eingeräumt. Somit liegt die eigentliche Entscheidung darin, ob die Mitgliedsländer jetzt noch bereit sind, einer in ihren Augen ineffektiven Organisation auf Kosten eigener Souveränität mehr Handlungsbefugnisse einzuräumen.

Die Organe der WTO

a) Die Ministerkonferenz

Die Ministerkonferenz (MK) ist das höchste Entscheidungsorgan der WTO. Sie setzt sich aus den Wirtschafts- und Handelsministern aller Mitgliedstaaten zusammen und tagt mindestens alle zwei Jahre. Innerhalb der MK besitzt jedes

⁸ Ismail, Faizel. „Reforming the World Trade Organization“. FES/CUTS, Jaipur, 2009, S. 5.

Land eine Stimme, welche der jeweilige Vertreter in den in der Regel per Konsens abgehaltenen Abstimmungen zur Geltung bringt. Zu den Aufgaben gehören die Ernennung des Generaldirektors, die Einsetzung einzelner Räte sowie sämtliche Änderungen des WTO-Rechts.

b) Der Allgemeine Rat (General Council – GC)

Der Allgemeine Rat ist das ständige Entscheidungsgremium mit Sitz in Genf, welches das Tagesgeschäft zwischen den MK wahrnimmt. Er tritt gemäß dem Marrakesh-Abkommen in drei verschiedenen Zusammensetzungen auf: Dem Allgemeinen Rat, dem Streitschlichtungsgremium und dem Gremium für die Überprüfung der Handelspolitik.

- Der *Allgemeine Rat* (AR) betreut unter anderem den Beitritt neuer Mitglieder und übernimmt die Leitung des Rates für Warenhandel (GATT), für Dienstleistungshandel (GATS) und für handelsbezogene Aspekte des geistigen Eigentums (TRIPS). Dem Rat für Warenhandel sind wiederum elf fachspezifische Unterausschüsse unterstellt, darunter Marktzugang, Landwirtschaft oder Sanitäre und Phytosanitäre Maßnahmen. Hinzu kommen weitere thematisch arbeitende Ausschüsse wie zum Beispiel der Ausschuss für Handel und Entwicklung. Der AR trifft seine Entscheidungen je nach Tragweite mit einfacher Mehrheit, Zweidrittel- oder Dreiviertelmehrheit.⁹
- Das *Streitschlichtungsgremium* (Dispute Settlement Understanding – DSU) wird von vielen als eine der zentralen Säulen des multilateralen Handelssystem betrachtet¹⁰ und hat die Aufgabe im Falle von Handelsstreitigkeiten, die von den Parteien nicht mehr bilateral gelöst werden können, eine Schlichtungsinstanz zu bieten. Ein nach Zeit und Ablauf festgelegtes Verfahren mündet in einer Entscheidung, zu deren Anerkennung sich alle Mitgliedstaaten verpflichtet haben. Gegen das

⁹ Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (www.bmz.de)

¹⁰ Mortensen, Jens Ladefoged. „The World Trade Organization and the European Union“, S. 80 in: Jorgensen, Knud Erik. “The European Union and International Organizations”, Routledge, London, 2009

Urteil kann beim Appellate Body Berufung eingelegt werden. Kommt die unterlegene Partei den Empfehlungen nicht nach, so kann sich die Gegenseite Handelssanktionen vorbehalten. Das Streitschlichtungsverfahren ist Gegenstand der aktuellen Reformdebatte¹¹, da insbesondere Entwicklungsländer argumentieren, dass soziale, umweltpolitische und gesundheitliche Maßnahmen untersagt werden können, wenn diese den freien Handel von Waren und Dienstleistungen beeinträchtigen¹². Menschenrechtsverletzungen berechtigen von vorne herein nicht zur Inanspruchnahme des DSU.

- Das *Gremium für die Überprüfung der Handelspolitik* (Trade Policy Review Mechanism – TPRM) untersucht die Mitgliedsländer in regelmäßigen Abständen auf die Einhaltung ihrer Handelspolitiken. Dabei geht es im Gegensatz zum DSU nicht um die Durchsetzung von Regeln, sondern um die transparente Überprüfbarkeit der Konformität einzelner Länder unter WTO-Verpflichtungen. Die Häufigkeit der Überprüfung ist abhängig von dem Anteil des Landes am Welthandel.¹³

c) Das Sekretariat

Zu den vielfältigen Aufgaben des Sekretariats unter der Leitung des GD gehört die Beratung der Mitgliedsstaaten und insbesondere der am wenigstens entwickelten Länder (LDCs) in technischen und administrativen Fragen. Es unterstützt die zuvor angesprochenen Räte, Ausschüsse und Arbeitsgruppen bei Verhandlungen und der Umsetzung von Abkommen. Des Weiteren werden Daten aus dem Welthandel festgehalten und analysiert. Die Ergebnisse fließen unter anderem in den Sekretariats-Bericht ein, der neben dem jeweiligen Länderbericht als Grundlage des TPRM dient. Das Sekretariat hat somit keine Entscheidungsbefugnis, sondern nimmt lediglich eine beratende Funktion ein.

¹¹ www.wto.org (22.05.2010 19:00)

¹² Greenpeace, "Schieflage mit System – Das Streitschlichtungsverfahren der WTO", Bonn, 2005

¹³ Grammling, Steffen. *WTO's Trade Policy Review Mechanism: Explanations and Reflections*, FES Genf, 2009.

Das Vertragswerk der WTO

a) Das GATT

Das General Agreement on Tariffs in Trade bildet die erste und gleichzeitig älteste der drei Säulen auf die sich die WTO stützt. Wie bereits eingangs beschrieben, handelt es sich hierbei nicht um eine Internationale Organisation, sondern um einen völkerrechtlichen Vertrag¹⁴, welcher den Abbau von Zöllen, Abgaben und anderen Handelshemmnissen im internationalen Waren- und Güterverkehr zum Ziel hatte. Dies ist insofern wichtig zu erwähnen, als es zeigt, dass sich die Vertragsunterzeichner den aus ihrer Sicht für das Funktionieren notwendigen „policy space“ eingeräumt haben. Ein zu starres und umfassendes Vertragswerk wie das der ITO, fand im Kontext der damaligen Zeit keinen Anklang. Nachdem die angestrebten Ziele bis in die frühen 70er Jahre weitestgehend umgesetzt worden waren, standen sehr rasch neue Thematiken auf der Tagesordnung, die in der letzten der acht Handelsrunden, der Uruguay-Runde (1986-1994), zum Ausdruck kamen und letztendlich zu einer Erweiterung des Vertragswerks führen mussten. Das GATT stützt sich auf drei grundlegende Prinzipien, die zu einem späteren Zeitpunkt noch genauer erklärt werden: das Meistbegünstigungsprinzip, die Inländerbehandlung und das Kontingentverbot. Wenngleich der statistische Erfolg des GATT häufig hervorgehoben wird, so sind leichtfertige Behauptungen, es sei für die hohen Wachstumsraten der 50er und 60er Jahre verantwortlich¹⁵, mit Vorsicht zu genießen. Angesichts der wirtschaftlichen Zerstörung Europas sind die hohen einstelligen Zuwächse der Volkswirtschaften nicht außergewöhnlich. Hinzu kommen die in dieser Phase in weiten Teilen Europas und insbesondere in Deutschland wirkenden Effekte des Marshall-Plans, die einen extern verursachten Aufschwung generierten, der sich mit dem Ende der Ölkrise jedoch sehr abrupt und dauerhaft wieder relativierte¹⁶.

¹⁴ Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie

¹⁵ http://de.wikipedia.org/wiki/Allgemeines_Zoll-_und_Handelsabkommen (01.06.2010 23:00)

¹⁶ Französisches Außenministerium

b) Das GATS

Das General Agreement on Trade in Services regelt den grenzüberschreitenden Handel mit Dienstleistungen. Die Erschaffung und Integration in die WTO-Statuten war insofern eine logische Konsequenz, als der Handel mit Dienstleistungen in den Industrieländern bereits zwei Drittel der Wirtschaftleistung ausmacht¹⁷. In seiner Rede vom 2. Juni 1998 in Brüssel beschreibt der ehemalige WTO-Direktor, Renato Ruggiero, das GATS wie folgt:

„[...] extend the reach of the Agreement into areas never before recognised as trade policy.

I suspect that neither governments nor industries have yet appreciated the full scope of these guarantees or the full value of existing commitments.“¹⁸

Diesen letzten Satz schien sich die Europäische Kommission ganz besonders zu Herzen genommen zu haben und lieferte ein knappes Jahr später die Antwort darauf, wer das GATS am meisten schätzen würde:

"The GATS is not just something that exists between Governments. It is first and foremost an instrument for the benefit of business.“¹⁹

David Hartridge, Direktor der GATS-Abteilung im WTO-Sekretariat macht zu der Entstehung folgende Aussage:

„Ohne den enormen Druck der amerikanischen Finanzdienstleistungsindustrie, insbesondere von Firmen wie American Express oder Citicorp, hätte es kein Dienstleistungsabkommen gegeben.“²⁰

¹⁷ www.euractiv.com (23.05.2010 20:00)

¹⁸ www.wto.org (22.05.2010 19:00)

¹⁹ United Nations Economic and Social Council, Dokument: E/CN.4/2003/NGO/173, März 2003.

²⁰ www.stoppgats.at (16.05.2010)

Das GATS ist nach Aussage ihrer Verfechter also ein Vertragswerk, welches in Bereiche vorstößt, die der Kommerzialisierung bis dato verschlossen waren und dessen Ausmaß zum Zeitpunkt der Unterzeichnung von den Beteiligten nicht geschätzt werden konnte. Weiter kommt hinzu, dass die Einführung auf Initiative einiger einflussreicher Konzerne erfolgte, was von der Europäischen Kommission unverhohlen bestätigt wird. Dieser kleine Einblick in das Zustandekommen des GATS liefert eine Erklärung dafür, warum sich selbiges einer massiven Kritik ausgesetzt sieht. Zum einen umfasst es neben dem bereits bestehenden Handel mit Dienstleistungen nunmehr auch sensible Bereiche staatlicher Hoheitspolitik wie die Wasser- und Stromversorgung oder das öffentliche Transportwesen. Zahlreiche Beispiele insbesondere aus England belegen, dass die hier stattgefundenene Privatisierung entgegen aller proklamierten Ausrichtung auf Verbraucherinteressen zu höheren Preisen und schlechterer Qualität geführt hat. Zum anderen zeigen die Aussagen aber auch, dass sich die WTO mit Unterstützung der Europäischen Kommission zum Erfüllungsgehilfen der Transnationalen Konzerne (TNC) macht. Diese Verschiebung der Entscheidungsinstanzen zieht eine Bedrohung demokratischer Strukturen nach sich und birgt die Gefahr einer Unterordnung von Gemeinnutz wie Umwelt- und Sozialbestimmungen²¹ unter die schwer kontrollierbaren Profitbestrebungen von TNCs.

c) TRIPS

Das Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte am geistigen Eigentum (Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights) ist die dritte Säule der WTO und garantiert den Schutz von Urheberrechten, Handelsmarken, geografische Herkunftsbezeichnungen, Industriedesigns, Patenten, Topografien von Mikrochips sowie Geschäfts- und Fabrikationsgeheimnisse²². Damit sollen technische Erfindungen geschützt und der Technologietransfer von Industrieländern in Entwicklungsländer gefördert

²¹ Ekardt, Felix. "Welthandelsrecht und Sozialstaatlichkeit", Hans Böckler Stiftung, Düsseldorf, 2009, S. 6.

²² www.wto.org (09.05.2010 22:00)

werden²³. Dies ist in seinem Grundgedanken absolut notwendig, da Produktpiraterie nicht nur finanzielle, sondern im schlimmsten Fall auch gesundheitliche Schäden mit sich bringen kann. In der Praxis ist es jedoch häufig so, dass international agierende Unternehmen zwar in Entwicklungsländern tätig sind, sie über das TRIPS jedoch einen Rückfluss ihrer Technologien in die dortige Wirtschaft verhindern. Dies wird insbesondere im Bereich von Medikamenten zu einem Problem, da die einzig verfügbaren, und gleichzeitig patentierten Arzneien für die lokale Bevölkerung in den meisten Fällen nicht erschwinglich sind²⁴. Ebenso bedenklich ist die Vorgehensweise Monsanto, die pflanzliches und tierisches Erbgut modifizieren, patentieren und dann gegen Lizenzen kommerzialisieren. Ihre Rolle bei der Entstehung des TRIPS beschreibt ein Vertreter Monsanto innerhalb des Intellectual Property Committees (einem Interessensverband bestehend aus 13 amerikanischen Firmen während der Uruguay-Runde) wie folgt²⁵:

„Die Industrie hat ein wichtiges Problem des internationalen Handels identifiziert. Sie hat eine Lösung gefertigt, diese auf einen konkreten Entwurf reduziert und sie an unsere eigene und andere Regierungen verkauft. (...) Die im globalen Handel aktiven Unternehmen und Händler haben gleichzeitig die Rolle der Patienten, der Diagnostiker und der verschreibenden Ärzte gespielt.“

34

3.1.3 Die Handlungsleitlinien der WTO

Die funktionelle Struktur der WTO ist das Ergebnis aus tradierter, wirtschaftlicher Dominanz und dem späten Versuch die Interessen von damals 123 Mitgliedsländern in eine funktionsfähige Form zu bringen. Dass diese Mischung mit dem Erwachen zahlreicher Entwicklungsländer mittlerweile einer ausgewogeneren Struktur bedarf, davon zeugt der sich schon seit 2001 hinziehende Stillstand der Doha Entwicklungsrunde (DDA). Aus Sicht der Europäischen Union muss man sich demnach

²³ www.ige.ch (30.04.2010 23:00)

²⁴ Frein, Michael. "Die Globalisierung von Rechten an geistigem Eigentum und der Nord-Süd-Konflikt". Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft, Heft 126, 32. Jg. 2002, Nr.1, S.103-125.

²⁵ <http://www.bpb.de> (30.04.2010 23:30)

eingestehen, dass man an der Ausarbeitung eines Regelwerks für die WTO maßgeblich mitgewirkt hat²⁶ und nun feststellen muss, dass eine zunehmende Anzahl von Ländern die Spielregeln nicht mehr akzeptiert. In vielen Entwicklungsländern scheint sich langsam aber sicher die Erkenntnis durchzusetzen, dass der neoliberale Marktöffnungskurs der USA und der EU die Ungleichheit zwischen Arm und Reich erheblich verschärft hat²⁷. Angesichts der Entwicklungsmaxime, die sich die Doha-Runde zum Grundsatz gemacht hat, sollte es im Interesse aller Beteiligten sein, den ärmeren Ländern eine langfristige Entwicklungsperspektive und keine kurzfristigen Preissenkungen durch Billigimporte zu bieten. Die viel zitierten Singapur-Themen sind ein Beispiel dafür, wie bestimmte Leitprinzipien der WTO, in diesem Fall das Single Undertaking, dazu beitragen Handelsgespräche zu blockieren und gleichzeitig die Rolle der EU schwächen²⁸. Im Rahmen der Rolle der EU bei der WTO-Reform stellt sich die Frage, ob der Stillstand der Doha-Runde die Regelgeber zu einer größeren Ausgewogenheit bewegen kann oder ob man den einfacheren Weg geht und seine überlegene Verhandlungsposition in bilateralen Verhandlungen durchsetzt. Ein Blick auf die Leitprinzipien der WTO soll im Folgenden Aufschluss darüber geben, inwieweit diese die notwendige Balance vorweisen und auch ob sie den in der Präambel des Marrakesch-Abkommens ausgewiesenen Zielen wie *Erhöhung des Lebensstandards, Verwirklichung der Vollbeschäftigung, ständiger Zuwachs des Realeinkommens* Rechnung tragen. All dies soll geschehen bei gleichzeitiger Berücksichtigung einer *optimalen Erschließung der Ressourcen der Welt und im Einklang mit dem Ziel einer nachhaltigen Entwicklung im Hinblick auf den Schutz und die Erhaltung der Umwelt und dem verstärkten Einsatz von Mitteln, die mit den ihrem jeweiligen wirtschaftlichen Entwicklungsstand entsprechenden Bedürfnissen und Bestrebungen vereinbar sind*²⁹. Diese Vorgaben sind zwar ohne Zweifel wünschenswert, objektiv betrachtet aber nur wenig realistisch. Somit steht die Glaubwürdigkeit der WTO auf dem Spiel und es liegt an ihr, Funktionsprinzipien anzuwenden, die den Entwicklungsstand aller Mitglieder berücksichtigen und ihnen ein „level playing field“ garantieren.

²⁶ Europäische Kommission, „Globalisierung als Chance für alle“, Brüssel, Dezember 2002

²⁷ International Monetary Fund. World Economic Outlook 2000

²⁸ Mortensen (2009), S. 86

²⁹ www.admin.ch (29.04.2010 21:30)

a) Die Handelsrunden

Auf dem diesjährigen Public Symposium der UNCTAD machte ein Teilnehmer aus dem Podium hinsichtlich der Doha-Runde die Bemerkung, dass es einfacher sei sich für etwas Neues zu begeistern, als vorhandene Strukturen anzupassen. Diese Erfahrung musste die Welthandelsgemeinschaft in den letzten Jahren ganz ausdrücklich machen. Um dem Fortschritt nach dem Prinzip des kleinsten gemeinsamen Nenners ein Ende zu bereiten, wurde zum Abschluss der Uruguay-Runde die WTO mit ihrem umfassenden Modell der drei Säulen ins Leben gerufen. Als „A round to end all rounds“³⁰ bezeichnet die WTO diesen Schritt, setzt aber vorsichtshalber noch ein Fragezeichen dahinter. Rorden Wilkinson formuliert die Frage wie folgt³¹:

„ [...] what factors preclude us from thinking about a dramatically different system of trade regulations that would produce better outcomes for all participants but which instead concentrates our minds on tinkering with the existing system?“

36

Er kommt zu dem Ergebnis, dass in Abwesenheit fundamentaler Veränderungen asymmetrische Zugeständnisse auch weiterhin die einzig mögliche Folge sein werden. Die wirtschaftlich Mächtigen diktieren ihren Willen und die Kluft zwischen armen und reichen Ländern vergrößert sich. Die Doha-Runde liefert sowohl den Beweis dafür dass einmal mehr anfängliche Euphorie schnell in realpolitische Lähmung umschlagen kann, als auch dafür, dass das System der Handelsrunden einem multilateralen Basar ähnelt, in dem die Händler zu keinerlei Kompromiss mehr bereit sind. Es ist somit zu überlegen, inwieweit es Sinn macht an diesem System festzuhalten anstatt den Ländern gemäß der Präambel des Marrakesch-Abkommens eine Integration in den Welthandel nach ihren dem individuellen Entwicklungsstand entsprechenden Bedürfnissen und Geschwindigkeit zu ermöglichen.

³⁰ World Trade Organization. « Understanding the WTO », 2008.

³¹ Rorden Wilkinson. „The Problematic of Trade and Development beyond the Doha Round“, *The Journal of International Trade and Diplomacy*, 2009, S. 155-186.

b) Das Prinzip der Nichtdiskriminierung³²

- Meistbegünstigung (Most-favoured Nation – MFN)
Alle Vorteile und Vergünstigungen, die ein Land einem anderen einräumt, müssen unverzüglich und bedingungslos allen anderen Mitgliedsstaaten gewährt werden. Das bedeutet, die von einem Land erhobenen Zollsätze, Steuerbelastungen und Abgaben, die die Ein- oder Ausfuhr belasten, müssen für gleiche oder gleichartige Produkte gegenüber allen Vertragspartnern bedingungslos die gleiche Höhe haben.
- Inländerbehandlung (National Treatment)
Diese legt fest, dass importierte Produkte nach dem Überschreiten der Grenze genauso behandelt werden müssen, wie gleiche oder gleichartige Produkte aus inländischer Herstellung. Jegliche zusätzliche Steuern oder Produkthanforderungen sind untersagt.
- Kontingentverbot
Danach sind mengenmäßige Beschränkungen der Ein- und Ausfuhr grundsätzlich verboten.
- Reziprozität
Staaten, denen von anderen Vertragspartnern handelspolitische Vergünstigungen über das Prinzip der Meistbegünstigung eingeräumt werden, sollen gleichwertige Gegenleistungen erbringen.

Auf Grund der erheblichen wirtschaftlichen Gefälle innerhalb der Mitgliedstaaten, haben einige Entwicklungsländer Ausnahmeregelungen durchgesetzt, die es ihnen ermöglichen ihre heimischen Wirtschaftssektoren in einem kontrollierten Maß der Marktöffnung Preis zu geben. Dazu gehört, dass junge Industrien solange durch Erziehungszölle geschützt werden müssen, bis

³² www.bmwi.de (04.05.2010 20:30)

sie sich gegen die ausländische Konkurrenz behaupten können. Ebenso unbestritten ist es, dass ärmere Länder nicht sofort dieselben Liberalisierungsmaßnahmen umsetzen können wie Industrienationen. Wenn im Zuge von WTO-Bestimmungen die Zölle auf eine Produktgruppe um 20% gesenkt werden sollen, dann trifft dies die Länder mit einem hohen Zollsatz deutlich stärker als die meisten Industrienationen, in denen die Zölle ohnehin schon sehr niedrig sind³³. Aus diesem Grund sind folgende Ausnahmeregelungen vorgesehen:

- „Enabling Clause“
Hierbei handelt es sich um eine an das GATT anhängige Vereinbarung, die es den Mitgliedsländern erlaubt Entwicklungsländern Handels erleichterungen einzuräumen. Dieses „Generalized System of Preferences“ (GSP) ermöglicht eine Aushandlung günstigerer Handelsbedingungen ohne dass die Inanspruchnahme einheitlich gestaltet und rechtlich einklagbar ist.³⁴
- „Waiver“
Ein Waiver ist eine spezifische Ausnahmeerlaubnis, deren Voraussetzungen in Art IX Absatz 3 des WTO-Abkommens geregelt sind³⁵. Die Ministerkonferenz kann mit einer Dreiviertelmehrheit beschließen, dass ein Mitglied von der Verpflichtung des Meistbegünstigungsprinzips befreit wird. Der Waiver ist daraufhin ein Jahr gültig und wird dann erneut von der MK auf seine Notwendigkeit geprüft.

³³ Maier, Jürgen. „Fortschritt durch Stillstand“, Forum Umwelt & Entwicklung, Bonn 2008, S.19

Berechnung auf der Grundlage der Schweizer Formel: Nach Berechnungen von Third World Network würde ein Koeffizient von 10 für die EU-Staaten, deren Zölle im Durchschnitt bei 3,9% gebunden sind, eine Zollsenkung um ungefähr 28% bedeuten, also auf durchschnittlich etwa 3%. Der durchschnittliche gebundene Zollsatz bei Entwicklungsländern liegt hingegen bei 30%, so dass ein Koeffizient von 10 eine 75%ige Kürzung auf etwa 7,5% bedeuten würde, ein Koeffizient von 15 immerhin noch eine Kürzung um zwei Drittel. Selbst ein Koeffizient von 30 würde zu einer Zollreduktion um 50% führen. Mit anderen Worten: Die Marktöffnung würde in diesen Fällen für Entwicklungsländer sehr viel größer ausfallen als für Industrieländer, was im Widerspruch zum Verhandlungsmandat von Doha stünde, wo es heißt, dass Entwicklungsländern weniger stark liberalisieren müssen als Industrieländer.

³⁴ www.wto.org (29.04.2010 21:00)

³⁵ www.admin.ch (29.04.2010 21:30)

c) Das Konsensprinzip

Die Frage nach einer möglichen Flexibilisierung des Konsensprinzips beherrscht die Reformdebatte wie keine zweite. Die Entscheidungsfindung durch Konsens bedeutet, dass bei Abstimmungen jedes Land unabhängig von Größe oder wirtschaftlicher Stärke über eine Stimme verfügt und dies somit selbst den kleinsten Mitgliedern ein starkes Vetorecht einräumt. Dass dies bei 153 Stimmberechtigten nur schwerlich zu einer Einigung führen kann, liegt auf der Hand. Die wirtschaftlich Mächtigen argumentieren, dass es nicht sein kann, dass ihre Stimme genauso viel wiegt wie die eines Kleinstaates. Letztere wiederum bringen nicht ganz zu Unrecht hervor, dass ein an der Größe ausgerichtetes Abstimmungsverfahren sie vom Entscheidungsprozess praktisch ausschließen würde. Wenn es in dieser Situation überhaupt noch zu Ergebnissen kommt, dann sind diese in der überwiegenden Mehrheit von vernachlässigenswerter Tragweite. Dieser Stillstand hat in den letzten Jahren zu einer für die Legitimierung der WTO sehr nachteiligen Entwicklung geführt, da sich im Laufe der Zeit Koalitionen gebildet haben, die Beschlüsse in sogenannten „Green rooms“ fassen und dann dem Plenum unterschriftsreif und mit dem nötigen Nachdruck vorlegen. Insbesondere die USA, die EU, Kanada und Japan („Quads“) nutzten dieses System der Entscheidungsfindung, welches hinter verschlossenen Türen stattfand und sich vor jeglicher Einflussnahme von außen verwehrte³⁶. In ihrem Buch *Behind the Scenes At the WTO* schildern Fatoumata Jawara und Aileen Kwa wie der damalige Generaldirektor Mike Moore inoffizielle Versammlungen unter der Bezeichnung „Friends of the Chair“ einberief und mit nicht zu übersehender Geringschätzung für Entwicklungsländer vorzupreschen versuchte. Angesichts des Fortbestands der Green Rooms bis zu heutigen Tag, bleibt festzuhalten, dass der strukturelle Mangel der WTO zu besorgniserregenden Schattenkoalitionen führt, deren Intransparenz die Einflussnahme „befreundeter Interessensgruppen“ wie Monsanto möglich macht und somit die WTO von innen heraus schwächt.

³⁶ Jawara, Fatoumata; Kwa Aileen. „Behind the Scenes At the WTO – The Real World of International Trade Negotiations“. Zed Books, London, New York, 2003

d) Single Undertaking (SI)

„Nichts ist entschieden solange nicht alles entschieden ist“. Mit diesem Prinzip haben sich die Denker des WTO-Regelwerks ein zweischneidiges Schwert geschmiedet, dessen Klinge ihnen rückblickend sowohl Nutzen als auch Schaden eingebracht hat. Der Ablauf der Handelsrunden ist so aufgebaut, dass die zu beschließenden Themen im Vorhinein festgelegt werden. Der erfolgreiche Abschluss ist erst dann gegeben, wenn alle Punkte auf der Agenda ratifiziert worden sind. Dieses Ganz-oder-gar-nicht-Prinzip, zusammen mit dem ebenfalls zu Beginn terminlich festgelegten Verhandlungsende, setzen die Beteiligten unter einen starken Kompromissdruck. Zu der Zeit, als sich die Entwicklungsländer noch in ihr scheinbares Schicksal fügten und sich der Übermacht aus den USA und der EU beugten, war das Single Undertaking eine Methode, um unter dem Verweis auf ein mögliches Scheitern der Runde die Mitgliedstaaten zu einer Entscheidung zu drängen. Somit war es möglich viele und vor allem umstrittene Tagesordnungspunkte im Paket durchzusetzen. Ein wenig überspitzt ausgedrückt, erinnert das Single Undertaking an den durch die Subprimekrise bekannt gewordenen Vorgang der Verbriefung, in dem gesunde Forderungsansprüche durch eine unbekannte Zahl von faulen Krediten ergänzt wurden. Letztendlich wird das Paket derart unübersichtlich, dass der Außenstehende nicht mehr nachvollziehen kann, welches die belastenden Elemente sind. Das oben genannte Zitat Renato Ruggieros über die Unwissenheit der Unterzeichner des GATS verleiht diesem Vergleich weitere Aussagekraft. Die Europäische Union hat sich über die Singapur-Themen³⁷ heftige Schnittwunden zugezogen. Darauf bedacht, im Sinne des SI mit einem Schlag alle Forderungen auf einmal durchzusetzen, musste man mittlerweile deutlich zurückrudern. Insgesamt gesehen, hat die trotzige Uneinsichtigkeit die Verhandlungsposition der EU geschwächt und so wird man zwangsläufig versuchen, seinen Willen in bilateralen Abkommen nachträglich durchzusetzen.

³⁷ Die Singapur-Themen wurden 1996 in Singapur formuliert und scheiterten 2003 in Cancun. Sie lauten im Einzelnen: Schaffung von Investitionsregeln, Liberalisierung des Wettbewerbs, Öffnung des öffentlichen Beschaffungswesens und Handelserleichterungen. Damit ähneln sie in erheblichem Maße dem ebenfalls abgelehnten MAI, welches ein Klagerecht für Konzerne gegen Staaten, nicht aber andersherum, vorsah.

e) Principle Supplier-Prinzip

Aus den Erläuterungen zum Konsensprinzip in Abschnitt c) geht hervor, dass die Bildung kleiner, exklusiver Gruppen eine Beeinträchtigung für die Akzeptanz der WTO und das Vorankommen ihrer Arbeit ist. Faizel Ismail macht diese Entwicklung, der auf wirtschaftlicher und politischer Macht basierenden Gruppenbildung, zu einem Hauptgrund für das Scheitern der Ministerkonferenz im Juli 2008³⁸. Neben dem Versagen der Vorsitzenden der NAMA- und Landwirtschaftsausschüsse sowie dem steigenden Protektionismus seitens der USA und der EU, sieht Ismail die Ursache explizit in der Wiederbelebung privilegierter Zirkel in Form der G4, G5, G6 und G7, im Zuge derer es auch zur Anwendung von der bereits als Relikt aus frühen GATT-Runden geltenden „Principle Supplier-Methode“ kam.

„Das Prinzip der Reziprozität verlangt, dass sogenannte „Konzessionen“ sein müssen, also die Zolllenkung eines Landes durch eine entsprechende Zolllenkung eines anderen Landes beantwortet werden muss. [...] Beispielsweise bietet ein Land eine Konzession x an, wenn ein anderes Land eine Konzession y offeriert hat. Ein Land kann jedoch bei einem spezifischen Produkt nur eine Konzession verlangen, wenn es in der Position des hauptsächlichen Anbieters ist, d.h. wenn es den größten Anteil an Importen beim Partnerland hat.“³⁹

Maßnahmen wie diese versetzen das multilaterale Handelssystem aus Sicht der Mehrzahl der Mitgliedsländer in eine außerordentliche Schiefelage und kontrastieren scharf mit dem Entwicklungsanspruch der Doha-Runde.

³⁸ Ismail, Faizel (2009)

³⁹ Siebert, Horst; Lorz, Oliver. „Außenwirtschaft“», UTB Verlag, Stuttgart, 2006, S.168

3.2 *Die Europäische Union*

Aus historischer Perspektive ist der europäische Kontinent über Jahrhunderte hinweg ein Ort großer, kultureller Errungenschaften, aber auch fortwährender kriegerischer Auseinandersetzungen gewesen. Im Laufe dieser Entwicklung kam es immer wieder zu tiefgreifenden, territorialen Umwälzungen, die nach dem Westfälischen Frieden und dem Wiener Kongress in den beiden Weltkriegen ab Beginn des 20. Jahrhunderts ihren Höhepunkt fanden. Das Ausmaß der Zerstörung des Zweiten Dreißigjährigen Krieges⁴⁰ veranlasste die Staatsoberhäupter Europas zu einem Umdenken in der Europafrage und so legte eine kleine Gruppe europäischer Politiker den Grundstein für die erstmalige Bündelung nationalstaatlicher Ressourcen. Wenngleich die Kontrolle des ehemaligen Feindes im politischen Kalkül der EGKS-Gründer einen nicht unerheblichen Platz eingenommen haben dürfte, gelang es von nun an die wirtschaftliche Stärke Deutschlands für Europa nutzbar zu machen. Die 1957 gegründete Europäische Wirtschaftsgemeinschaft gab somit den Startschuss für eine bis zum Ölschock 1973/74 anhaltende Phase des Wachstums, in denen die Mitgliedsländer sich einer annähernden Vollbeschäftigung, niedriger Inflation und insgesamt einem erfolgreichen Model des Wohlstandskapitalismus mit bedeutenden Transferleistungen erfreuten⁴¹. Gleichzeitig erhöhte man auf internationaler Bühne seine Schlagkraft und konnte maßgeblich auf die Handelgespräche im Rahmen des GATT Einfluss nehmen. Die bis 1967 vollendete Zollunion trieb eine Integration der nationalen Ökonomien voran, welche 1993 durch den Maastricht-Vertrag in dem Europäischen Binnenmarkt mündete. Zu diesem Zeitpunkt jedoch befand sich Europa schon seit geraumer Zeit in einer Phase wirtschaftlichen Rückgangs, steigender Arbeitslosigkeit und damit sinkender Staatseinnahmen. Genauer gesagt, die Vervierfachung des Ölpreises seit 1974⁴² bewirkte einen massiven Abfluss europäischen Wohlstandes in die OPEC-Länder. Die Etablierung des Binnenmarktes mit ihren vier Grundfreiheiten zielte somit auf eine Mobilisierung europäischer Kapazitäten ab, von der man sich eine Wiedererlangung alter Stärke versprach. Diese Hoffnungen blieben unter dem Strich jedoch unerfüllt, was

⁴⁰ Der britische Premierminister John Major in seiner Rede am 8. Mai 1995

⁴¹ www.imf.org (16.06.2010 19:00)

⁴² www.zeit.de (16.06.2010 19:30)

eine neue Ausrichtung der Strategie zur Einnahmengenerierung erforderlich machte⁴³. Zum einen erwies sich der Zusammenbruch der UDSSR als glücklicher Umstand, da die nun zugängliche osteuropäische Konsumlust die Sättigung der Märkte der EU-15 zu kompensieren vermochte. Außerdem sorgten die niedrigeren Produktionskosten sowohl für bessere Exportbedingungen internationaler Unternehmen als auch für den nötigen Lohnanpassungsdruck in den westlichen Ländern. Zum anderen strebte die Europäische Kommission eine aggressive Außenhandelspolitik an, die ab 1995 über die WTO umgesetzt werden sollte. Der Untersuchung dieser neuen Strategie gilt die Aufmerksamkeit in den folgenden Kapiteln. Zum besseren Verständnis ist ein Blick auf ausgewählte institutionelle Belange hilfreich. Des Weiteren bildet die Analyse der Lissabon-Strategie, welche eine interne und externe Perspektive beinhaltet, eine zentrale Säule bei der Beantwortung der Frage einer zukünftigen Rolle der EU innerhalb der WTO. Ebenfalls von Bedeutung ist dabei das widersprüchliche Vorgehen der Europäischen Kommission im Bereich der Gemeinsamen Agrarpolitik.

3.2.1 Die Grundlagen europäischer Handelspolitik

Pascal Lamy verlautbarte unlängst, dass „Global Governance“ eine Herausforderung für die Demokratie sei, aber auch eine Chance für die EU böte⁴⁴. Obwohl die Umstrukturierung der WTO auf Grund ihres zwischenstaatlichen Charakters lediglich als ein erster Schritt zur Beseitigung des derzeitigen Stillstands gesehen werden kann, ist es im Sinne der Erhaltung des Multilateralismus unvermeidlich, das globale Governance-Modell den Bedingungen des 21. Jahrhunderts anzupassen. Jedoch, die Suche nach tragfähigen Alternativen gestaltet sich äußerst schwierig. Wenn Pascal Lamy in diesem Zusammenhang das europäische Modell zur Sprache bringt, dann ergeben sich daraus bereits auf den ersten Blick zwei Fragestellungen. Zunächst muss die grundlegende Überlegung angestellt werden, ob und welche Strukturen von der EU auf die WTO übertragbar wären, die auch eine wirkliche Verbesserung der Situation hervorrufen könnten. Gleichsam wichtig ist es dann zu beachten, dass die derzeitige WTO ja bereits die deutliche Handschrift der EU trägt und nun vor dem Scheitern steht. Den Beteiligten

⁴³ Raza, Werner. *Die Außenhandelspolitik der Europäischen Union*. (www2.weed-online.org)

⁴⁴ www.europesworld.org (07.05.2010 00:15)

muss demnach klar sein, dass es um die Zukunft des Multilateralismus geht und eine erneute Stückwerkreform in einem endgültigen Bedeutungsverlust enden könnte. Diese Aussicht lässt keinen Spielraum für Experimente zu und macht eine kritische Untersuchung des potenziellen Kandidaten unumgänglich. Dabei ist es unerlässlich, dass die Sichtweise bewusst neutral gehalten wird, denn selbst wenn sich Pascal Lamy auf die 60-jährige Erfahrung der EU im europäischen Integrationsprozess beruft, so wäre es fahrlässig davon auszugehen, dass europäische Vorstellungen denen der restlichen Welt, insbesondere der Entwicklungsländer, entsprechen.

a) Die Lehre Joseph Schumpeters

Die einleitenden Worte zu Abschnitt 3.2 haben erkennen lassen, dass sich die EU seit Mitte der 70er Jahre in einem gewaltigen Umwandlungsprozess befindet. Die Globalisierung nach dem Ricardo'schen Modell bedingt die Konzentration auf die Bereiche in denen komparative Kostenvorteile bestehen und gleichzeitig eine Vernachlässigung derjenigen Sektoren, in denen das Land oder der Wirtschaftsraum nicht wettbewerbsfähig ist. Diesen Anpassungsprozess bezeichnet Joseph Schumpeter mit dem Begriff „schöpferische Zerstörung“. Eine unrentable Industrie geht zu Grunde, setzt im besten Fall Ressourcen frei und ermöglicht es einer zukunftssträchtigen Industrie sich zu entwickeln. Angesichts der prekären finanziellen Lage in der sich die EU in Folge des Ölschocks und der globalisierungsinhärenten Umwälzungen in den 80er Jahren befand⁴⁵, musste eine Lösungsstrategie erarbeitet werden. Dabei griff man auf Schumpeters „Innovations-Konzept“ zurück. Schaut man sich die heutige Handelspolitik der EU an, dann ist sie die Manifestierung jenes Konzepts⁴⁶:

- Herstellung eines neuen, d.h. dem Konsumentenkreis noch nicht vertrauten Gutes oder einer neuen Qualität eines Gutes.
- Einführung einer neuen, d.h. dem Industriezweig noch nicht praktisch bekannten Produktionsmethode.

⁴⁵ Stark, Hans. „Kohl, l'Allemagne et l'Europe ». L'Harmattan, Paris, 2009.

⁴⁶ Schumpeter, Joseph Alois. „History of Economic Analysis“, Oxford University Press, New York, 1954

- Erschließung eines neuen Absatzmarktes
- Eroberung einer neuen Bezugsquelle von Rohstoffen oder Halbfabrikaten.
- Durchführung einer Neuorganisation wie Schaffung einer Monopolstellung oder Durchbrechen eines Monopols.

Für den Strategieentwurf der EU lassen sich aus diesen grundlegenden Leitlinien folgende Handlungsoptionen ableiten. Zunächst war man sich darüber im Klaren, dass man in der arbeitsintensiven Produktion auf lange Sicht gegenüber den Entwicklungsländern das Nachsehen haben würde. Somit blieb nur der Schritt nach vorne in kapitalintensive Sektoren, was in Form der Innovationsstrategie zum Ausdruck kam. Des Weiteren gaben die fünf oben genannten Einzelstrategien in der Kombination den Weg für die wirtschaftspolitische Ausrichtung vor. Die Erschließung neuer Konsumentenkreise durch neue, technisch hochwertige Produkte setzt eine intensive und kostspielige Forschung voraus⁴⁷. Neue Absatzmärkte können entweder durch Handelsabkommen oder durch eine Erweiterung des Binnenmarktes erreicht werden⁴⁸. Die Eroberung neuer Rohstoffquellen lässt sich sowohl durch Handel als auch durch militärische Mittel erreichen. Letztlich zählt auch der Aufbau international konkurrenzfähiger Großunternehmen eine wichtige Rolle. Nimmt man all diese Faktoren zusammen, dann ergeben sich daraus die präzisen Umriss einer Vorgehensweise, die später als Lissabon-Strategie bekannt werden sollte.

b) Der Europäische Binnenmarkt

Nachdem eine militärische Integration Europas 1952 am Veto Frankreichs gescheitert war, konzentrierten sich die Anstrengungen nun auf die wirtschaftliche Zusammenarbeit. Die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft bildete das Herzstück in diesem Prozess, welcher wiederum den Außenhandel

⁴⁷ siehe: Europäische Kommission: Espace Européen de la Recherche

⁴⁸ siehe ebenfalls: Wachstumsstrategien nach Ansoff

als zentralen Kompetenzbereich an die Europäische Kommission übertrug⁴⁹. Diese erklärte die Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit zur obersten Maxime ihrer Wirtschaftspolitik. Entsprechend Schumpeters Lehre in welcher Forschung zu Innovation, Innovation zu Wachstum und Wachstum zu Wettbewerbsfähigkeit führt, bestand die Aufgabe darin, die stark voneinander abweichenden Interessen der wirtschaftlichen Kernsektoren der einzelnen Mitgliedsländer auf einen gemeinsamen Nenner zu bringen. Während die südlichen Länder wie Spanien, Portugal, Italien und Frankreich ihren Schwerpunkt im Bereich Landwirtschaft-, Textil- und Bekleidungsindustrie haben, verfügen Deutschland, die Niederlande, Großbritannien und die skandinavischen Länder über bedeutende kapital- und technologieintensive Industrien und Dienstleistungen. Aus dieser Abweichung ergeben sich unterschiedliche importseitige Interessen. Die erste Ländergruppe ist auf den Schutz ihrer Branchen in Form von Zöllen angewiesen, während sich die nördlichen Länder für die Aufhebung von Handelsbeschränkungen einsetzen⁵⁰. Somit verfolgt die EU parallel eine „defensive“ und eine „offensive“ Handelspolitik, die je nach Bedarf selektiv angewendet werden kann. Allen gemeinsam ist eine Makropolitik, die durch Deregulierung und Liberalisierung einerseits und Lohnzurückhaltung sowie Flexibilisierung des Arbeitsmarktes andererseits geprägt ist⁵¹. Vor diesem Hintergrund bleibt festzuhalten, dass die Europäische Union auf Grund der unterschiedlichen Ausprägung der Ökonomien ihrer Mitgliedsstaaten immer gezwungen sein wird, eine ambivalente Haltung einzunehmen. Die Umsetzung europäischer Wirtschaftspolitik ist bestimmt durch die Vorgaben nationaler Interessen wobei es der Kommission obliegt für eine Mischung zu sorgen, die unter dem Strich zu einem positiven Gesamtbild führt⁵².

⁴⁹ Artikel 133, EG-Vertrag

⁵⁰ Schmidt, Susanne. „Liberalisierung in Europa – Die Rolle der Europäischen Kommission“ Campus Verlag, Frankfurt/Main, 1998.

⁵¹ Pfarr, Heide. „Lohnpolitik in Europa“, Hans-Böckler-Stiftung, Düsseldorf, 2000.

⁵² Raza, Werner. *Die Außenhandelspolitik der Europäischen Union*. (www2.weed-online.org)

c) Die Europäische Kommission

Im vorigen Abschnitt war die Rede von zwei Ländergruppen, deren industrielle Ausrichtungen mitunter stark voneinander abweichen und die EK in Handelsgesprächen dazu zwingt, an in sich widersprüchlichen Vereinbarungen festzuhalten. Gleichzeitig besitzt die EK in Form der Generaldirektion Handel aber auch eine gewisse Selbstständigkeit, ohne die sie in Anbetracht von 27 Mitgliedsländern keine Kohärenz in ihr Handeln bringen könnte. Zu Gute kommt ihr in diesem Punkt, dass sie in Handelsfragen praktisch die alleinige Entscheidungsgewalt ausübt⁵³. Somit ist das Wirken der EK ein kompliziertes „two-level game“⁵⁴ aus nationalstaatlicher und gemeinschaftlicher Kompetenz, welches für das Verständnis ihres Verhaltens innerhalb der WTO von großer Bedeutung ist.

„The relationship [between the EU and its Member states] resembles a principal-agent relationship. Member states may well have accepted the political benefits of having the Commission to speak on behalf of the European Union in the WTO, but they remain ‘at pains to ensure that such de facto authority [...] does not lead to an increase in the acquired powers of the Commission’ [...]”⁵⁵

Mit dem Inkrafttreten des Vertrages von Lissabon erhält die Kommission eine deutliche Kompetenzstärkung im Bereich der Gemeinsamen Handelspolitik⁵⁶. Auffallend an dieser Machtverteilung ist, dass das Europäische Parlament in Form des Ausschusses für Internationalen Handel zwar konsultiert wird und nunmehr Entscheidungen per Mitbestimmung getroffen werden, dies aber bei genauerem Hinsehen lediglich ein passives Blockaderecht ist. Eine aktive Rolle bei der Gestaltung von Handelsabkommen bleibt dem EP auch weiterhin verwehrt. Stattdessen stützt sich der Informationsaustausch auf die enge

⁵³ Mortensen (2009), S. 81.

⁵⁴ Putnam, R. „Diplomacy and Domestic Policy: The logic of Two-level Games“, *Int. Organization*, 1988

⁵⁵ Mortensen (2009), S. 82-83.

⁵⁶ Tietje, Christian. „Die Außenwirtschaftsverfassung der EU nach dem Vertrag von Lissabon“, *Beiträge zum Transnationalen Wirtschaftsrecht*, Heft 83, Halle, Januar 2009, S. 9.

Zusammenarbeit zwischen der Kommission und dem sogenannten 133-Ausschuss. Dieser ist nach dem Artikel 133 des Vertrages von Amsterdam benannt, setzt sich aus hohen Vertretern der nationalen Wirtschaftsministerien zusammen und stellt die Verbindung zwischen der Kommission und dem Rat her. Er ist das eigentliche Macht- und Entscheidungszentrum der EU⁵⁷. Die Sitzungen finden unter Ausschuss der Öffentlichkeit statt und ihre Ergebnisse werden vom Ministerrat durch qualifizierte Mehrheit ratifiziert⁵⁸.

d) Das Abstimmungsverfahren nach qualifizierter Mehrheit

Eine der Kernforderungen zur Durchsetzung des Lissabon-Vertrages war die Optimierung der Entscheidungsprozesse in einer seit 2004 um insgesamt 12 Staaten erweiterten Union. Das bis dahin noch verbreitete Konsensprinzip in den Abstimmungsgremien war, so wurde es immer wieder betont, den Bedingungen der EU-27 nicht mehr gewachsen und gefährdete die Handlungsfähigkeit⁵⁹. Eine effektivere Methode tat Not und somit generalisierte man das Abstimmungsverfahren nach qualifizierter Mehrheit. Dieses besteht dann, wenn 55% der Mitgliedstaaten (aber mindestens 15 Länder) mindestens 65% der EU-Bevölkerung ausmachen. Eine Blockademinderheit kann ab einer Anzahl von vier Mitgliedsstaaten gebildet werden⁶⁰. Die 2004 In Kraft getretene Osterweiterung hatte die Kräfteverhältnisse im Ministerrat und im Europäischen Rat drastisch verändert. Verfügten Deutschland, Frankreich, Italien und Großbritannien bis vor Nizza mit jeweils 29 Stimmen noch über 11,5% der Stimmen, so waren es nach Nizza lediglich 8,4%. Gleichzeitig sank der Stimmenverlust kleinerer Länder wie Luxemburg um fast 50%. Obwohl die Großen Einbußen hinnehmen mussten, waren die Kleinen relativ stärker betroffen. Dies war der Grund warum man auf dem Verfassungskonvent ab Oktober 2003 die neue Errungenschaft so schnell wie möglich in die Europäische Verfassung übernehmen wollte. Jedoch, der hartnäckige

⁵⁷ Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften: C 261 E/21, 18.09.2001

⁵⁸ Mortensen (2009), S. 81.

⁵⁹ Nicolas Sarkozy auf einer Pressekonferenz in Dublin am 21.07.2008 (www.elysee.fr)

⁶⁰ Vertrag über die Europäische Union: Artikel 16 Absatz 4

Widerstand Spaniens und insbesondere Polens brachten den Gipfel zum Scheitern. Werner Weidenfeld vom Centrum für angewandte Politikforschung (CAP), einer der Bertelsmann-Stiftung sehr nahestehenden Organisation, kommentierte diesen Ausdruck nationalstaatlicher Souveränität mit den Worten:

„Polen wird sehr schnell spüren, was es bedeutet, allein den historischen Kurs Europas aufhalten zu wollen. Von der Finanzplanung bis zur Strukturpolitik wird der polnischen Regierung ein eisiger europäischer Wind ins Gesicht wehen - und naturgemäß die Verhandlungsbereitschaft wachsen lassen.“⁶¹

Bei einer Gesamtstimmenanzahl von 345 entsprechen 29 Stimmen einem Anteil von 8,4%. Nimmt man jedoch die Bevölkerungszahl als Rechengrundlage, wie es ab 2014 der Fall sein wird, dann liegt Deutschland bei 16,7% und Frankreich, Großbritannien und Italien bei etwa 13%⁶². Das bedeutet, dass alleine diese vier Länder bereits annähernd 60% der Stimmen für sich vereinnahmen und somit den Kurs der EU vorgeben.

3.3 Die Lissabon-Strategie

Jean Pisani-Ferry beginnt seinem Aufsatz „The accidental player – The European Union and the global economy“⁶³ mit den Worten des indischen Gelehrten Arvind Virmani, welcher für das Jahr 2050 eine tripolare Welt voraussagte, in der die USA, China und Indien die dominierenden Kräfte sind und die Europäische Union lediglich beiläufig in einem kurzen Paragraph als unbedeutender Akteur Erwähnung findet. Dass dieses Weltbild den machtgewohnten europäischen Eliten nicht gefiel, versteht sich von selbst. Jens L. Mortensen⁶⁴ widmet sich ganz explizit der Entwicklung der EU von einem defensiven, neo-merkantilistischen Spieler zu Zeiten des GATT, hin zu einem proaktiven Führer unter der Ägide des multilateralen Systems der WTO. Im weiteren Verlauf seiner Ausarbeitung spitzt er die Fragestellung der Zukunft der EU zu, indem er

⁶¹ www.cap-lmu.de (30.05.2010 22:00)

⁶² Siehe: Vertrag von Lissabon; Artikel 16 Absatz 4.

⁶³ Pisani-Ferry, Jean. „The accidental player – The European Union and the global economy“. in: Mortensen (2009), S. 21-36.

⁶⁴ Mortensen (2009), S. 91.

ihr zwei mögliche Rollen zuweist. Entweder als „economic predator“⁶⁵ oder als „inward-protectionist“, wobei er tendenziell zu der ersten Alternative neigt und dies durch ein Zitat Conybeares unterlegt.

„History and social science would suggest that the EC might become an economic predator, bargaining bilaterally with other predators, promoting oligopolistic restraints on world markets, linking its economic power to non-economic issues, and baffling outsiders as to how it makes decisions.“⁶⁶

Erstaunlich an dieser Aussage ist, dass sie bereits aus dem Jahre 1992 stammt und ihr die Maßnahmen der Lissabon-Strategie einen wahrhaft präzisen Charakter verliehen. Mortensen versteht das Verhalten der EU als eine Notwendigkeit, denn der Zusammenbruch der UDSSR hinterließ ein enormes Machtvakuum und das Rennen um die Plätze hinter der „einzig verbliebenen Weltmacht“⁶⁷ war eröffnet.

3.3.1 Interne Aspekte der Lissabon-Strategie

Die im Frühjahr 2000 verabschiedete Lissabon-Strategie war der Versuch der europäischen Staats- und Regierungschefs „die EU bis zum Jahr 2010 zur wettbewerbsfähigsten und dynamischsten wissensbasierten Wirtschaft der Welt zu machen“⁶⁸. Das dieses Ziel angesichts der weiter oben beschriebenen wirtschaftlichen Ausgangslage einen gewissen Realitätssinn vermissen ließ, musste dem objektiven Betrachter klar gewesen sein. Der damalige EU-Industriekommissar Günter Verheugen äußerte sich in einem Interview mit der französischen Tageszeitung Le Figaro wie folgt:

„Ich habe nie an dieses Ziel geglaubt. Aber ich wäre sehr glücklich, wenn all die Maßnahmen zur Innovationsförderung, insbesondere die Aufbringung von 3% des BSP für die Forschung, den Trend umkehren könnten. Das ist mein Ziel. Momentan ist die

⁶⁵ Conybeare prägte den Begriff „economic predator“ als universelle Beschreibung wie sich Handelsmächte in Krisenzeiten verteidigen.

⁶⁶ Conybeare, J.A.C. „1992, The Community and the World – Free Trade or Fortress Europe?“, 1992.

⁶⁷ Brzezinski, Zbigniew. „Die einzige Weltmacht – Amerikas Strategie der Vorherrschaft“, Beltz Quadriga Verlag, Weinheim/Berlin, 1997.

⁶⁸ www.euractiv.com (30.05.2010 20:30)

Wahrheit bitter. Bezüglich Produktivität und Beschäftigung vergrößert sich der Abstand der USA⁶⁹.

Dieser Aussage ist zu entnehmen, dass sich die europäische Elite in einem Moment der Weichenstellung für die europäische Zukunft, einer Mischung aus Wunschdenken und Utopie hingegeben hat. Trotz dieser aus heutiger Sicht dramatischen Fehleinschätzungen der eigenen Leistungsfähigkeit, erfolgte die Umsetzung der Strategie in den Mitgliedsstaaten umso konsequenter⁷⁰. Dazu gehörten unter anderem die Flexibilisierung des Arbeitsmarktes, der vereinfachte Zugang zum öffentlichen Beschaffungswesen durch Privatisierung sowie die Deregulierung der Finanzmärkte durch eine Liberalisierung der Banken. Schaut man sich diese Punkte an, ist eine gewisse Parallele zu den Singapurthemen nicht zu übersehen. Eine ebenfalls wichtige Neuerung war die Einführung der Offenen Methode der Koordinierung, die es der EK ermöglichte quasi unter Aufhebung der Gewaltenteilung auf Kompetenzbereiche Einfluss zu nehmen, die bis dato nationaler Kontrolle unterlagen⁷¹. Die Erwähnung all dieser Faktoren mag den Eindruck einer gewissen Einseitigkeit hervorrufen. Jedoch, unabhängig davon wie der Einzelne die angesprochenen Maßnahmen wertet, geben sie doch Aufschluss auf eine Art übergeordnete Agenda der EU. Dies wird umso deutlicher im folgenden Abschnitt, der sich mit der externen Seite der Lissabon-Strategie beschäftigt.

51

3.3.2 Externe Aspekte der Lissabon-Strategie – Global Europe

Warum ein Blick auf die Binnenstrategie der EU unumgänglich ist, verdeutlicht die Aussage des damaligen EU-Handelskommissars Peter Mandelson:

⁶⁹ Meine Übersetzung. Artikel abrufbar im Archiv des Figaro vom 15. November 2005. Siehe auch: www.euractiv.com (18.05.2010 21:45)

⁷⁰ Böckelmann, Frank; Fischler, Hersch. „Bertelsmann: Hinter der Fassade des Medienimperiums“, Eichborn Verlag, 2004, 1. Auflage.

Der deutsche Ableger der Lissabon-Strategie wurde unter dem Begriff „Agenda 2010“ bekannt und von der damaligen Regierung Schröder initiiert. Federführend bei der Ausarbeitung des Programms war die Bertelsmann-Stiftung.

⁷¹ Als Beispiel ist hier die Hochschulreform im Rahmen des Bologna-Prozesses zu nennen.

„This Communication (gemeint ist die Global Europe Strategie) also addresses some of the links between the policies we pursue at home and abroad. As globalization collapses distinctions between domestic and international policies, our domestic policies will often have a determining influence on our external competitiveness and vice versa.“⁷²

Das offizielle Dokument trägt den Titel “Ein wettbewerbsfähiges Europa in einer globalen Welt” und umfasst im Wesentlichen folgende Bereiche⁷³:

- Die Öffnung der Dienstleistungsmärkte
- Abbau von nicht-tarifären Handelshemmnissen
- Ungehinderter und gesicherter Zugang der EU-Mitgliedstaaten zu Energie- und Rohstoffen
- Liberalisierung öffentlicher Beschaffungsmärkte
- Schutz der Eigentumsrechte (Patente) und Investitionen
- Schaffung eines günstigen Investitionsklima

Nachdem 1998 das MAI gescheitert war und sich auch auf WTO-Ebene ein Stillstand abzeichnete, geriet die EK unter zunehmenden Druck der europäischen Exportwirtschaft und sah sich gezwungen auf die Taktik des „forum shifting“ zurückzugreifen. Das was man innerhalb der WTO nicht mehr durchzusetzen im Stande war, unter anderem die Singapurthemen, integrierte man kurzerhand in die Global Europe Strategie, welche trotz aller Beipflichtungen zum Multilateralismus ein eindeutiges Bekenntnis zu bilateralen Handelsabkommen ist. Um sicher zu gehen, dass diesmal die Interessen gewahrt werden würden, nahmen bedeutende Lobbyistenverbände wie das European Services Forum (ESF) – ein Zusammenschluss von Banken, Versicherungen und anderen Dienstleistungsanbietern – und das European Services Leaders Group (ESLG) – bestehend aus 40 Topmanagern der Energiebranche – im Rahmen des 133-

⁷² Europäische Kommission, „Global Europe: Competing in the World – A contribution to the EU’s Growth and Jobs Strategy“, Dokument: SEC (2006) 1230, 04. Oktober 2006, S. 3.

⁷³ Europäische Kommission: SEC (2006)

Ausschusses an der Ausarbeitung der Global Europe Strategie teil. Vertreter des EP waren nicht involviert⁷⁴.

Hinsichtlich der bereits angesprochenen Hierarchieverhältnisse und dem two-level game zwischen der EK und den Mitgliedsländern ist es interessant zu erwähnen, dass die deutsche Bundesregierung drei Monate vor der Veröffentlichung des Global Europe Papiers einen eigenen Forderungskatalog herausgegeben hatte. In diesem, mit dem der EK thematisch fast deckungsgleichen Schriftstück, formuliert das BMWI seine Erwartungen über zehn Seiten hinweg mit den Worten: „Die Bundesregierung erwartet deshalb, dass die Europäische Union ...“⁷⁵.

Obwohl die genaue Untersuchung der Konsequenzen der Lissabon-Strategie einen wichtigen Beitrag zur Bewertung europäischer Handelspolitik leisten würde, kann dies im Rahmen dieser Arbeit nicht weiter verfolgt werden. Für die Rolle der EU innerhalb der WTO und dem Verhältnis zwischen Multi- und Bilateralismus bleibt festzuhalten, dass die EK auch weiterhin einem von Opportunismus und religiös anmutenden Wettbewerbsdogma geprägtem Weg folgen wird. Wie durch das Zitat von Günter Verheugen bereits vorweggenommen, ist die Binnenstrategie mit ihrem Ziel zum wettbewerbsfähigsten Wirtschaftsraum der Welt zu werden gescheitert. Zehn Jahre nach Beginn der Umsetzung ist dieses Prädikat lediglich einem Land zuzusprechen. Deutschland hat durch eine aggressive „beggar thy neighbour-Politik“ in Form von Mehrarbeit bei gleichzeitigem Lohnverzicht⁷⁶ seine Exportfähigkeit verbessert und damit den restlichen EU-Nachbarn das Wasser abgegraben⁷⁷. Dieses Vorgehen belastet die innereuropäischen Beziehungen und verursacht gerade in Krisenzeiten einen Mangel an Kohäsion⁷⁸. Eine ebenso düstere Bilanz ist für Global Europe zu verzeichnen. Die Doha-Runde ist an dem Widerstand einiger Entwicklungsländer gegen die amerikanisch-europäische Handelspolitik gescheitert. Um im Kampf um die

⁷⁴ Maier, Jürgen. „Global Europe – Die neue EU-Handelspolitik im Wahn der Wettbewerbsfähigkeit“, Forum Umwelt und Entwicklung, Bonn, 2007.

⁷⁵ Positionspapier der Bundesregierung: „Globalisierung gestalten: Externe Wettbewerbsfähigkeit der EU steigern – Wachstum und Arbeitsplätze in Europa sichern“, Berlin, Juli 2006.

⁷⁶ www.boeckler.de (26.06.2010 19:00)

⁷⁷ Daurerstadt, Michael; Hillebrand, Ernst. „Exporteuropameister Deutschland und die Krise“, FES Abteilung Wirtschaft- und Sozialpolitik, Bonn, April 2009.

⁷⁸ www.sueddeutsche.de (27.05.2010 21:30)

dynamischen Märkte der Welt nicht den Anschluss zu verlieren⁷⁹, versucht man nun ganz im Sinne Conybeares seine Forderungen auf dem bilateralen Weg auszudrücken. Auch hier sind Spannungen mit den Handelspartnern vorprogrammiert. Ein sehr anschauliches Beispiel hierfür bietet die gemeinsame Studie der Friedrich Ebert Stiftung und dem Forum Umwelt und Entwicklung zu den Wirtschaftspartnerschaftsabkommen zwischen der EU und den ACP-Staaten⁸⁰. Insbesondere afrikanische Staaten bemängeln, dass die Öffnung ihrer Märkte und die Einfuhr subventionierter, europäischer Produkte wie gefrorene Geflügelteile, Milch, Zwiebeln, Tomaten und Mais, die einheimische Wirtschaft zerstöre und lokale Arbeitsplätze vernichte. Außerdem fehle den Regierungen durch den Wegfall von Zolleinnahmen eine wichtige Einnahmequelle zur Schaffung von Infrastruktur. Stattdessen wandere dieses Geld nun in die Taschen ausländischer Unternehmen. Der Entwicklungsausschuss des Europäischen Parlaments stellte in seinem Bericht über die Auswirkungen von Wirtschaftspartnerschaftsabkommen auf die Entwicklung fest:

„[...] in der Erwägung, dass mit den WPA neue Handelsbeziehungen zwischen der EU und den AKP-Ländern festgelegt werden sollen, dass sich aber in der Vergangenheit gezeigt hat, dass eine Liberalisierung des Handels zwischen ungleichen Partnern als Instrument der Entwicklung nicht wirksam und sogar kontraproduktiv ist [...]“⁸¹

54

3.4 Die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP)

Die Gemeinsame Agrarpolitik zählt zu einer der heikelsten Problematiken in der Diskussion über die Rolle der EU in der WTO. Die Gründe dafür sind sehr vielschichtig und lassen teilweise keine eindeutigen Schlüsse zu. Es wird sich wohl kaum ein Mensch in Europa finden lassen, der nicht gerne gesunde und frische landwirtschaftliche Produkte wie Gemüse, Obst oder Fleisch konsumieren möchte. Nun ist es aber so, dass der europäische Agrarsektor schon seit jeher komparative Kostennachteile aufweist und er deshalb durch Subventionen geschützt werden muss. Das jährliche Budget zur

⁷⁹ Europäische Kommission, SEC 2006: „[...] Die europäische Exportwirtschaft ist stark in Ländern mit statischer Nachfrage; auf rasch wachsenden Märkten, vor allem in Asien, ist sie hingegen weniger gut platziert als Japan und die USA.“

⁸⁰ „Fair and Free? – Handel zwischen ungleichen Partnern“, FES Bonn, November 2000.

⁸¹ www.europarl.europa.eu (18.05.2010 23:00)

Finanzierung der GAP lag anfänglich bei weit über 50% des damaligen EWG-Haushalts und wurde für das Jahr 2010 mit 59,5 Mrd. festgelegt⁸². Wenngleich die offensichtliche Bevorzugung von landwirtschaftlichen Großbetrieben⁸³ oder auch die Sinnhaftigkeit von genormten Schlangengurken und Butterbergen diese Subventionen in ein zweifelhaftes Licht rücken, so garantieren sie uns doch eine gewisse Versorgungssicherheit. Gleichzeitig stellt die Landwirtschaft in vielen Ländern südlich des Äquators eine der wichtigsten Exportmöglichkeiten dar. Würde man in Europa die Subventionierung landwirtschaftlicher Produkte einstellen und den Markt für Importe aus Entwicklungsländern freigeben, dann bedeutete dies für Länder wie Spanien, Portugal, Italien und Griechenland höchst wahrscheinlich den Zusammenbruch ihrer Landwirtschaft. Somit befindet sich die EK in der unangenehmen Situation nach außen hin Marktöffnung proklamieren zu müssen, während sie sich gleichzeitig gegen außereuropäische Importe schützt und obendrein mit minderwertigen und zum Teil gesundheitsgefährdenden Billigexporten lokale afrikanische Märkte ruiniert⁸⁴. Aber die Veröffentlichung des EED, auf die sich letztere Aussagen bezieht, zeigt nicht nur die Missstände auf, sondern beschreibt auch, wie sich z.B. in Westafrika einflussreiche Bauernverbände formieren und den Druck auf ihre Regierung erhöhen. Es wird für die EU zukünftig immer schwieriger werden ihren eingeschlagenen Weg beizubehalten ohne ihre Glaubwürdigkeit als Handelspartner einzubüßen⁸⁵. Mehr als die Hälfte der in den Entwicklungsländern lebenden Menschen haben pro Tag weniger als die von der Weltbank mit erschreckendem Zynismus festgelegten 2\$ zur Verfügung. Die durchschnittliche europäische Kuh wird mit 2\$ pro Tag subventioniert. Nobelpreisträger Joseph Stiglitz fasst zusammen:

“It appears that it is better to be a cow in Europe than to be a poor person in a developing country.”⁸⁶

⁸² http://ec.europa.eu/budget/budget_detail/current_year_de.htm (26.06.2010 20:00)

⁸³ Veröffentlichung Greenpeace: http://www.wer-profitiert.de/exportsubventionen_veroeffentlicht.pdf

⁸⁴ Ev. Entwicklungsdienst & Association Citoyenne de Défense des Interêts Collectifs. « Keine Chicken Schicken – Wie Hühnerfleisch aus Europa Kleinbauern in Westafrika ruiniert », Bonn, 2007.

⁸⁵ Gespräch des Autors mit Hr. Cheikh Mouhamady Cissokho, Ehrenpräsident des Réseau des Organisations paysannes et de Producteurs de L'Afrique de L'Ouest (ROPPA) am 10. April 2010.

⁸⁶ www.bloomberg.com (10.05.2010 19:30)

Auch in Entwicklungsländern wird sich wohl kaum ein Mensch finden lassen, der nicht gerne gesunde und frische landwirtschaftliche Produkte wie Gemüse, Obst oder Fleisch konsumieren möchte. Nur ist dieser Wunsch nicht selten europäischen Konzerninteressen nachgeordnet.

Die Reformen der Gemeinsamen Agrarpolitik in den Jahren 1992, 2000, 2003 und 2008 signalisieren zwar ein Einlenken der EU, entpuppen sich bei genauerem Hinsehen jedoch als Augenwischerei, da die Subventionen über das „Boxen-System“⁸⁷ einfach umgeleitet werden. An die Produktionsmenge gekoppelte Exportsubventionen wurden weitestgehend abgeschafft, dafür aber in derselben Höhe in Form von unkonditionierten Einkommensbeihilfen wieder ausgezahlt. Insgesamt sind diese Maßnahmen für eine stabile und gesunde Versorgungslage im Sinne der MDG in keiner Weise zielführend. Die gängige Praxis, dass europäische Nahrungsmittelkonzerne sich in Entwicklungsländern ansiedeln, dort nicht selten unter Missachtung von Umwelt- und Sozialstandards produzieren können und dann die Waren wieder nach Europa zurückexportieren hat zur Folge, dass ein eigentlich reicher Kontinent wie Afrika immer noch mit Mangelernährung zu kämpfen hat. Die Diskrepanz zwischen den westlichen Lobreden auf die ungeteilt positiven Effekte des Handels einerseits und den Schilderungen von Cheikh Mouhamady Cissokho während dem diesjährigen UNCTAD Public Symposium andererseits, hätte nicht größer sein können. Seine Erläuterungen machten deutlich, dass Entwicklung nicht als bloßes Anwachsen der Leistungsbilanz verstanden werden kann. Nachhaltige Entwicklung kann nur dann gewährleistet werden, wenn die lokale und regionale Landwirtschaft gefördert wird und dadurch Arbeitsplätze und Folgeindustrien entstehen. Sobald der Eigenbedarf gedeckt ist, können überschüssige Kapazitäten exportiert werden. Bis dato ist es eher so, dass Entwicklungsländer einen beträchtlichen Teil ihrer Produktion exportieren mussten, um ihren Schuldendienst leisten zu können⁸⁸. Auf diese Weise entstand ein globaler aber in sich geschlossener Waren- und Geldkreislauf, von dem fast ausschließlich Konzerne profitieren.

⁸⁷ Forum Umwelt & Entwicklung. „Fortschritt durch Stillstand“, Bonn, 2008, S.21ff.

⁸⁸ Kofi Annan: http://www.inwent.org/E+Z/zeitschr/ez199_3.htm (10.06.2010 18:00)

Zu derselben Schlussfolgerung kommt auch der 2008 unter Mitarbeit von 400 Wissenschaftlern ausgearbeitete Weltagrарbericht⁸⁹. Dieser zeigt auf, dass die Kommerzialisierung von Nahrungsmitteln der Grund für die mangelnde Versorgung in Entwicklungsländern ist. Es besteht ein Verteilungs- und kein Produktionsproblem. Deshalb muss die Landwirtschaft aus der WTO ausgekoppelt und auf eine lokale und regionale Ebene zurückgeführt werden. Dies schafft Ernährungssicherheit und Qualität. Auch die Konsumenten in den Industrienationen müssen erkennen, dass ihre Nahrung nicht den Erwägungen komparativer Kosten unterliegen darf und eine Zentralisierung der Landwirtschaft die Nahrungsmittelversorgung für profitgesteuerte Einflussnahme anfällig macht. Ein trauriges Beispiel dafür ist die Tatsache, dass eine der ersten Handlungen der neu ernannten EK die Zusage an BASF war, die mit einem Resistenzgen versehene Kartoffel „Amflora“ anbauen zu dürfen. Darüber hinaus erhielt auch Monsanto die Genehmigung drei gentechnisch veränderte Maissorten anzubauen⁹⁰. Unabhängig von der Frage welche gesundheitlichen Risiken mit diesen Produkten einhergehen, hat sich die EK für die Profitinteressen der Industrie und gegen die Mehrheit der Bevölkerung entschieden.

Das Dilemma besteht darin, dass Europa seine Landwirtschaft schützen muss, will es nicht eines Tages feststellen, dass durch externe Ereignisse der Import von Lebensmitteln, die ohne weiteres selbst produziert werden könnten, drastisch teurer wird oder sogar ganz ausbleibt. Das dogmatische Freihandelsdenken muss spätestens da aufhören, wo es an die ureigensten Bedürfnisse des Menschen geht. Würde jedes Land individuell mehr nach regionaler Landwirtschaft streben, könnte vermieden werden, dass einzelne Länder für die Versorgung großer Teile Europas verantwortlich sind. Dies würde den Zwang zu Massenproduktion, Monokultur und Genmanipulation reduzieren⁹¹.

⁸⁹ <http://hup.sub.uni-hamburg.de> (12.06.2010 23:30)

⁹⁰ www.welt.de (12.06.2010 23:45)

⁹¹ Siehe zu diesem Thema : De Schutter, Olivier. „International Trade in Agriculture and the Right to Food“, FES Occasional Papers No 46, Genf, November 2009

IV Problematik

Auf der Grundlage der Szenarien zur GEG 2020 beschäftigt sich diese Arbeit mit der Zukunft des Welthandelssystems. Der Stillstand der Doha-Runde legt Zeugnis davon ab, dass die Globalisierung ein multipolares Kräfteverhältnis geschaffen hat, ohne dass die entsprechenden Organisationen ihre Strukturen angepasst hätten. Die Protagonisten müssen sich entscheiden, ob sie die WTO reformieren bzw. den Multilateralismus stärken möchten, oder ob sie den Weg des geringsten Widerstandes gehen, indem sie in eine postkolonial anmutende Ideologie des Rechts des Stärkeren in Form des Bilateralismus zurückfallen. Wenngleich die Europäische Union den Worten nach am Multilateralismus festhält, so spricht die Realität eine andere Sprache. Den Verantwortlichen kann es nicht entgangen sein, dass ihre Global Europe Agenda auf Dauer nicht neben den Grundprinzipien der WTO koexistieren kann.

Die WTO ist ein komplexes Geflecht aus über Jahrzehnte hinweg überlagerten Handelsregeln. Um zu verstehen, welche Faktoren das System ausbremsen, ist ein Blick auf ausgewählte Elemente des Regelwerks erforderlich. Die Anzahl der in der aktuellen Reformdebatte kursierenden Verbesserungsvorschläge bedingt eine Eingrenzung auf ein die wesentlichen Punkte. Die Auswahl erfolgte anhand von vier Quellen, die unter III genannt wurden. Alle im Kapitel der WTO beschriebenen Aspekte sollen einerseits das Verständnis für die Funktionsweise erleichtern und andererseits haben sie die Aufgabe, Missstände zu beleuchten. Wer reformieren möchte, der muss das Augenmerk auf Fehlentwicklungen legen. Sobald der Leser mit dieser Thematik vertraut ist, erfolgt mit der Präsentation der EU und ihrer Handelspolitik der nächste Schritt. Hierbei ist es wichtig den Bogen zu den Reformansätzen zu spannen. Die zentrale Frage lautet dabei, ob angesichts dessen was verändert werden muss, die EU einen tragfähigen Beitrag leisten kann. Weisen ihre vergangenen und aktuellen Praktiken darauf hin, dass sie im Rahmen der Reformdebatte zu einer Lösung des Problems beitragen kann? Wie wahrscheinlich ist es, dass die EU durch ihr Verhalten die WTO und den Multilateralismus stärkt? Am Ende sollen die herausgearbeiteten Informationen zu einem Gesamtbild konvergieren, das es erlaubt, die Frage der Rolle der EU in der WTO-Reform beantworten zu können.

V Methodologie

Zur Beantwortung dieser oben genannten Fragen habe ich entschieden einen qualitativen Ansatz zu wählen. In Anbetracht der zur Verfügung stehenden Quellen war ich zuversichtlich ein authentisches Bild herausarbeiten zu können. Wirtschaftspolitik ist nichts, was sich über Nacht ändert. Zwar müssen immer wieder kleinere Anpassungen vorgenommen werden, doch bleibt die Grundausrichtung vorbehaltlich einschneidender Ereignisse im Normalfall konstant. Die Lissabon-Strategie der EK wurde 2000 ins Leben gerufen und somit ist davon auszugehen, dass sie die Vorgehensweise in den kommenden Jahren auch prägen wird. Da das Ziel der EU bekannt ist und die Methoden um dort hinzugelangen absehbar sind, halte ich es für möglich, eine Aussage darüber treffen zu können, wie sich die EU zukünftig verhalten wird. Auf diese Weise kann auch ihre Rolle in der WTO- Reform bestimmt werden.

Der qualitative Ansatz dieser Arbeit steht im Gegensatz zu der quantitativen Methode der Genfer Szenarien zur GEG 2020. Ich arbeite bei der FES in einem internationalen Umfeld und habe direkten Zugang zur Bibliothek der WTO und, was im Nachhinein noch hilfreicher war, ich hatte die Möglichkeit mich mit einer Vielzahl von Experten auszutauschen. Somit wirkten sowohl die theoretische Untersuchung des Themas in Form der Lektüre, als auch die praktischen Erfahrungen meiner Kollegen und Gesprächspartner auf meine Arbeit ein. Angesichts der schon zur Sprache gekommenen Unterrepräsentierung von Entwicklungsländern in der Reformdiskussion, empfinde ich es als eine Bereicherung für diese Arbeit, Meinungen und Einsichten integriert zu haben, die mir im Normalfall verschlossen geblieben wären. Auch wenn der WTO-Workshop den Chatham House Regeln unterlag und die Aussagen nicht zitiert werden dürfen, so waren einige Positionen der Teilnehmer sehr charakteristisch für die Arbeitsweise der Organisationen die sie vertraten.

In Anlehnung an die Prinzipien der Szenariomethode habe ich mich bemüht kritisch aber nicht parteiisch zu sein. Ich habe ebenfalls versucht, unbequeme Realitäten anzusprechen, da nur so ein Problem gelöst werden kann. Die Finanzkrise hat gezeigt, dass verkrustete Denkstrukturen überdacht und Dogmen hinterfragt werden müssen. Geschieht dies nicht, halte ich den akademischen Nutzen einer Arbeit für gering.

VI Ergebnisse

Wie kann die Rolle der EU in der WTO-Reform aussehen? Nachdem herausgearbeitet worden ist, dass die EU zu der Ausarbeitung des multilateralen Vertragswerks einen bedeutenden Anteil beigesteuert hat und dieser nun auf Grund seiner Disbalancen immer stärker in der Kritik steht, stellt sich die Frage, ob man in Brüssel aus der Vergangenheit gelernt hat. Wie schwierig es ist überhaupt einen Konsens über mögliche Reformen zu finden, verdeutlichen die Aussagen Pascal Lamys, der anlässlich der Ministerkonferenz in Seattle 1999 in seiner damaligen Funktion als EU-Handelskommissar die WTO als eine „mittelalterliche Organisation“⁹² betitelte. Zehn Jahre später beendete er eine Rede vor dem Allgemeinen Rat mit dem Hinweis, dass keine grundlegende Operation und keine wesentlichen Änderungen der WTO nötig seien⁹³. Angesichts der aussichtslosen Lage der Doha-Runde, welche direkt auf systemische Mängel des Vertragswerks zurückzuführen ist, nimmt eine solche Aussage befremdliche Züge an. Gleichzeitig zeigt dieser Widerspruch aber auch, in welcher schwieriger Ausgangslage sich die Reformdebatte befindet. Entgegen allen beobachtbaren Anzeichen behauptet der Generaldirektor, dass die Verfahrenheit der Lage mit paar kleinen Veränderungen gelöst werden kann. Diese Fehleinschätzung ermutigt die Protagonisten aus den USA, Europa, China, Brasilien und Indien sicherlich nicht, sich ernsthaft mit aktuellen Fragestellungen zu beschäftigen, sondern stattdessen in dem alten System aus aufeinander aufbauendem Stückwerk zu verharren.

Doch die Gefahren, die sich aus einem Übergehen zur Tagesordnung ergeben, gehen weit über die bloße Schwächung der WTO hinaus. Die wirtschaftliche Stärke der Europäischen Union versetzt sie in die Lage, ihre Bedingungen in bilateralen Handelsgesprächen zu diktieren. Der Zeitdruck im Rennen um die lukrativen Märkte der Welt bei gleichzeitig schwacher Binnennachfrage, veranlasst die EK zu einem aggressiven Vorgehen, welches durch die Global Europe Strategie zum Ausdruck

⁹² Rode, Reinhard. „Kluge Handelsmacht – Gezähmte Liberalisierung als Governancelistung im Welthandelssystem GATT/WTO“. LIT Verlag, Berlin, 2006, S. 31.

⁹³ Pascal Lamy am 29.04.2009 in seiner Rede vor dem Allgemeinen Rat: „In conclusion, Mr. Chairman, no major surgery is needed in the WTO. No major overhaul of the system is required. But rather a long to-do list to strengthen the global trading system.“ (14.06.2010 18:30)

kommt. Dies wiederum ermutigt andere Wirtschaftsmächte ihrerseits noch unnachgiebiger ihre Interessen zu verfolgen. Dieses gegenseitige Aufschaukeln kann auf lange Sicht keine gemäßigten Handelsbeziehungen zur Folge haben und führt die Welt bestenfalls in Richtung des ersten GEG 2020 Szenarios „Heruntergekommenes Reservat“. Zu Befürchten ist allerdings, dass auch das „Gesetz des Dschungels“ nicht ausgeschlossen werden kann.

Welche Maßnahmen müssen getroffen werden, um diese düstere Aussicht zum Guten zu wenden? Um diese Frage beantworten zu können, möchte ich zuallererst das tun, was der Warwick-Report als eine „reflection exercise“ bezeichnet. Ich möchte ein paar Schritte zurücktreten, um das Gesamtbild aus gebührender Entfernung zu betrachten.

Ich halte es für überaus wichtig, dass einige dogmenartig verankerte Lehren auf ihre Zeitgemäßheit und Richtigkeit hin überprüft werden. Dazu gehört die Infragestellung von Leitbildern wie Adam Smiths' „unsichtbarer Hand“, welche die Fähigkeit besitzen soll, Märkte automatisch in ein Gleichgewicht zu bringen. Diese Annahme hat sich als schlichtweg falsch erwiesen, denn immer dort wo Menschen nach Profit streben, gibt es weder gesunden Menschenverstand noch Gleichgewicht. Des Weiteren stellt sich die Frage, ob ein theoretisches Modell, das auf der Grundlage beruht, dass alle Arbeiter unbegrenzte Mobilität genießen und deshalb problemlos zwischen unterschiedlichen Produktionssektoren hin und herwechseln können, tatsächlich der Realität entspricht. Wäre dies so, dann dürfte es kein Lohndumping zur Gewinnung oder Erhaltung von komparativen Kostenvorteilen hinsichtlich des Faktors Arbeit geben. Ebenso dürfte es nicht sein, dass die Verletzung von Menschen- und Arbeitsrechten beschönigend unter Berufung auf jene komparativen Kostenvorteile gerechtfertigt werden können. Ein ausgewähltes Beispiel aus der Neuzeit ist die sogenannte „Bicycle-Theorie“. Diese besagt, dass der Freihandel ständig weiterrücken muss, da er ansonsten zum Stillstand kommt und umfällt. Mit derart verzerrenden Simplifizierungen werden Liberalisierungsmaßnahmen getroffen und Wirtschaftspolitik betrieben.

Die Befürworter des Freihandels führen an, dass protektionistische Maßnahmen zu einer Fehlallokation von Ressourcen führen würden. Abgesehen davon, dass das Auseinanderklaffen der Einkommensschere durch steigende Unternehmensgewinne bei

stagnierenden Löhnen scheinbar nicht als Fehlallokation betrachtet wird⁹⁴, ergibt sich daraus noch ein weiteres Problem. Während in Zeiten der Krise politische Diskurse häufig Begriffe wie „Regulierung“ proklamieren, bleibt der Umstand unerwähnt, dass der Staat mit dem Wegfall von Zöllen ein bedeutendes Regulierungs- und Kontrollinstrument aus der Hand gibt. Auch in anderen Bereichen hat sich nationalstaatliche Handhabe als effektiver herausgestellt. Die EU schmückt sich gerne mit dem Prädikat „sozial“, jedoch hatte sie in der Krise keinerlei Antwort parat. Es waren nationale Programme, welche die Auswirkungen der Krise für die Menschen abgefedert haben.

Anstatt Probleme auf einem überschaubaren, nationalen oder regionalen Niveau zu regeln, wird die Verantwortung auf eine einzige zentrale Einrichtung abgewälzt. Dass die WTO unmöglich die Belange von 153 Mitgliedsländern zu einem für alle Seiten zufriedenstellenden Kompromiss zusammenführen kann, liegt nahe. Somit besteht die Gefahr, dass Multilateralismus zu einer opportunistischen Gelegenheitsveranstaltung wird. Es muss jedem klar sein, dass die schiere Menge von 153 Ländern nur zwei grundlegende Alternativen zulässt. Entweder wird das Konsensprinzip beibehalten, was wohl einem baldigen Bedeutungsverlust der WTO gleichkäme oder man tendiert in Richtung „Effektivität“. Letzteres würde exklusive Zusammenschlüsse wie Green Rooms, Friends of the Chair oder die in der EU praktizierte Qualifizierte Mehrheit hervorrufen. Wie nachdrücklich Abweichler in diesem System zur Besonnenheit gebracht werden können, zeigt das Beispiel der Aussage des damaligen Direktors des CAP, Werner Weidenfeld. Dieses Problem kann auch ein Kompetenzzuwachs des Sekretariats nicht lösen. Der Arbeits- und Personalaufwand würde sich vervielfachen und in einer verrechtlichten Bürokratie enden. Nicht umsonst umfasst der als Fortschritt angepriesene *acquis communautaire* über 100.000 Seiten an Verordnungen und Richtlinien, in dem die EU, ihrem Vereinheitlichungsdrang folgend, zeitweise sogar den Krümmungsgrad von Gurken vorschrieb. Bei einer Anzahl von fünf Mal so vielen Mitgliedsstaaten wie die EU, hat die WTO ein Interesse daran diesen Weg nicht zu einzuschlagen.

⁹⁴ Siehe zu dieser Thematik: Palley, Thomas I. „Das erschöpfte Paradigma Amerikas: Makroökonomische Ursachen der Finanzkrise und der großen Rezession“, IPG, Januar 2010.

Wenn einige Experten⁹⁵ das europäische Modell als Orientierungspunkt für die WTO-Reform anführen, dann dürfen die folgenden Betrachtungen keinesfalls unerwähnt bleiben. Um die Herrschaftsverhältnisse nach der Osterweiterung wieder geradezurücken, strebte man im Jahre 2005 eine Europäische Verfassung an. Schon das Zustandekommen im Konvent unter der Ägide des ehemaligen französischen Staatspräsidenten Valéry Giscard d'Estaing lässt tiefe Zweifel an der Entscheidungsfindungspraxis aufkommen⁹⁶. Am Ende des Konvents war ein mehrere hundert Seiten umfassendes, unlesbares Schriftstück entstanden, das in den wenigen Ländern die ein Referendum ansetzten, abgelehnt wurde. Daraufhin entzog man der Bevölkerung das Stimmrecht und ratifizierte den zu 90% identischen Text unter einem anderen Namen, dem Reformvertrag⁹⁷. Als im weiteren Verlauf in einigen kleineren Ländern Widerstand gegen inhaltliche Aspekte aufkam, sahen sich diese einer massiven Medienkampagne ausgesetzt. Im Falle Irlands wurde der Druck so lange erhöht, bis das Ergebnis der Volksabstimmung den Vorstellungen der regierenden Klasse entsprach. Um eine Beteiligung der Bevölkerung und derartige Verzögerungen zukünftig zu verhindern, wurde in die Verfassung eine sogenannte „Flexibilitätsklausel“⁹⁸ eingebaut, die es der EU ermöglichen sollte von nun an Exekutive und Legislative verschmelzen zu lassen. Dieser ansonsten eher für Militärregime charakteristische Entscheidungsfindungsprozess wurde erst durch das deutsche Bundesverfassungsgericht teilweise gestoppt, indem es unter Berufung auf „das nicht lösbare Demokratiedefizit“⁹⁹ eine weitere Kompetenzübergabe verhinderte. Diese kurzen Ausführungen sollen zeigen, wie es um das Demokratieverständnis und den Umgang mit Gegenstimmen in gewissen

⁹⁵ Siehe: Rifkin, Jeremy. „Der Europäische Traum – Die Vision einer Supermacht“, Campus Verlag, Frankfurt, 2004.

⁹⁶ www.spiegel.de (28.06.2010 19:30)

⁹⁷ Valéry Giscard d'Estaing am 30. Oktober 2007 in einem Interview mit dem Independent: *“The difference between the original Constitution and the present Lisbon Treaty is one of approach, rather than content [...] The proposals in the original constitutional treaty are practically unchanged. They have simply been dispersed through the old treaties in the form of amendments. Why this subtle change? Above all, to head off any threat of referenda by avoiding any form of constitutional vocabulary [...] But lift the lid and look in the toolbox: all the same innovative and effective tools are there, just as they were carefully crafted by the European Convention.”*

⁹⁸ Siehe: Lissabon-Vertrag, Artikel 352.

⁹⁹ Bundesverfassungsgericht: Zustimmungsgesetz zum Vertrag von Lissabon. Pressemitteilung 72/2009 vom 30. Juni 2009.

Teilen der EU bestellt ist und das die WTO gut daran täte, sich ihre Berater sehr sorgfältig auszusuchen.

Entgegen der Aussage Pascal Lamys, muss sich die WTO laut Joseph Stiglitz einer Generalüberprüfung unterziehen. Strukturen wie das GATS und TRIPS sind Instrumente, die fast ausschließlich auf die Belange der westlichen Länder ausgelegt sind. Nicht umsonst befassen sie sich gerade mit den Bereichen des Handels, in denen die auf Dienstleistungen und Forschung ausgerichteten Industrien vorerst noch ein Monopol haben werden. Aber auch bestimmte Leitprinzipien müssen überdacht werden. Das Single Undertaking und das Principle Supplier Prinzip sind lediglich Folgeerscheinungen, die sich zwangsläufig auf Grund der Verfahrenheit des Systems ergeben. Die WTO sollte sich daher entschleunigen und die Friktionen dadurch lösen, dass sie das Vorwort des Marrakesh-Abkommen in die Tat umsetzt. Dies wiederum liegt angesichts ihres zwischenstaatlichen Charakters in den Händen der USA und der EU aber auch bei Ländern wie Brasilien und China, die den Status „Entwicklungsland“ praktisch bereits hinter sich gelassen haben.

Die Europäische Union hat sich im Zuge ihrer Suche nach den Wachstumsraten der 50er bis 70er Jahre für den Weg der kapitalintensiven Produktion entschieden. Diese Wahl ist darauf zurückzuführen, dass sie in Punkto Faktor Arbeit gegen die bevölkerungsreichen Entwicklungsländer nicht konkurrieren kann. Im Umkehrschluss verfügt sie im kapitalintensiven Bereich über ein zuverlässiges Monopol. Solange Entwicklungsländer am Aufbau bedeutender Kapitalreserven gehindert werden konnten, bestand keine Gefahr einer Kompetenzüberschneidung. Doch der kapitalintensive Weg hatte noch eine für die folgenden Jahrzehnte prägende und unwiderrufliche Implikation. Wer Kapital investiert, der möchte zusätzlich zu dem eingesetzten Betrag eine möglichst hohe Verzinsung erreichen. Geht man nun davon aus, dass Investitionen nicht aus dem Eigenkapital, sondern über Kredite finanziert werden, dann wird klar, wo diese Spirale eines Tages enden wird - in einer Strategie des unbedingten Wachstums. Ständiges Wachstum als systembedingte Notwendigkeit. Die Lissabon-Strategie ist das Ergebnis dieses Wettlaufs gegen die Zeit und die mathematische Gnadenlosigkeit der Exponentialfunktion des Zinseszinses. Wenn Dienstleistungen in der EU 2/3 des BIP

ausmachen, dann müssen im Zuge des Wachstumszwangs, der mancherorts mit 20% ausgegeben wird, immer neue Einnahmequellen erschlossen werden. Die Privatisierung des öffentlichen Beschaffungswesens und sogar der Daseinsvorsorge sind die Folge. Unter dem Vorwand der effizienteren Handhabung werden dann auch natürliche Ressourcen wie Wasser zu Privateigentum deklariert. Reichen die Wachstumszahlen allerdings nicht mehr aus, dann muss die Binnenstrategie durch eine externe Dimension erweitert werden. Bei deren Ausarbeitung kann auch auf Lehren nicht verzichtet werden, die ausdrücklich Eroberungen in ihr Programm integrieren. Der Zweck heiligt hier die Mittel. Der ehemalige englische Premierminister, Gordon Brown, behauptete unlängst, dass der Washington Consensus tot sei. Die Global Europe Strategie ist sein Nachfolger und sehr lebendig. Zu England ist als besonders illustratives Beispiel in diesem Zusammenhang noch anzumerken, dass man hier über so gut wie keine industrielle Produktion mehr verfügt und man sich größtenteils darauf beschränkt, fiktives Kapital mit fiktivem Kapital zu verdienen. Dies entspricht einer völligen Loslösung von Realwirtschaft und Geldmenge. Wie nachhaltig dieses Vorgehen ist, wird langsam aber sicher erkennbar.

Schon der bloße Name „Global Europe“ ist in höchstem Maße bezeichnend für die Geisteshaltung europäischer Entscheidungsträger. Der althergebrachte Missionierungsgedanke und die arrogante Ansicht, dass das eigene System dem Rest der Welt im Sinne des Fortschritts nahegelegt werden muss, erinnern an koloniales Gedankengut, das man zusammenfassend auch als „An europäischem Wesen soll die Welt genesen“ auffassen kann. Dem entsprechend antwortete EU-Kommissionspräsident José Manuel Barroso auf die Frage hin, was die EU denn nun sei:

„Sometimes I like to compare the EU as a creation to the organisation of empires. We have the dimension of empire but there is a difference. Empires were made with force with a centre imposing diktat. [...] Now what we have is the first non-imperial empire. We have 27 countries that fully decided to work together and to pool their sovereignty.“¹⁰⁰

¹⁰⁰ www.timesonline.co.uk (27.06.2010 21:00)

In der Realität werden Entscheidungen insbesondere im Bereich der Handelspolitik sehr wohl zentral gesteuert. Mitspracherechte für das Parlament sind vergleichbar mit der Rolle eines Theaterbesuchers, der nicht mehr als Zustimmung oder Ablehnung ausdrücken kann. Effektivität erreicht man am besten durch schlanke Entscheidungsgremien. Auch in diesem Punkt folgt die EU einer ganz bestimmten Philosophie. Es ist im Prinzip nichts dagegen auszusetzen, wenn eine Regierung bei der Ausarbeitung ihrer Wirtschaftspolitik Unternehmen konsultiert. Bedenklich wird es jedoch, wenn sich das Kräfteverhältnis ins Gegenteil verkehrt und die Regierung zu einer Absegnungsbehörde für Unternehmensstrategien reduziert wird. Zwischen November 2009 und Februar 2010 erarbeitete der European Round Table of Industrialists (ERT) ein als Forderungskatalog zu verstehendes Dokument zur Weiterführung und Verbesserung der Lissabon-Strategie¹⁰¹. Einen Monat später, im März 2010, veröffentlichte die Europäische Kommission ihrerseits ein Papier,¹⁰² das inhaltlich geradezu identisch ist. Erstaunlicherweise wird trotz des Scheiterns der Lissabon-Strategie an ihren entrückten Zielen festgehalten.

Über die in Mortensen (2009) zitierte Literaturangabe zu dem Buch „Konzern Europa – Die unkontrollierte Macht der Konzerne“¹⁰³ stieß ich auf ein auch in der akademischen Literatur häufig verwendetes Referenzwerk zum Einfluss von Konzernen auf die EU-Politik. Hier wird akribisch dargelegt, wie Entscheidungen innerhalb der EU selbst, aber auch in Foren wie der WTO und der UNO systematisch von TNCs beeinflusst werden. Die Brüsseler Zentralisierung der Macht ermöglicht eine fast vollständige Umgehung demokratischer Prinzipien und eine Herrschaft der Wirtschaft über die Politik. Was dies für die Staatsform eines Landes bedeutet, ist bekannt. Ein in diesem Zusammenhang ebenfalls erhellendes aber kaum beachtetes Zeugnis Brüsseler Politikgestaltung ist das Buch der damaligen Chefbuchhalterin der EU, Marta Andreasen¹⁰⁴. Eingestellt um den Finanzhaushalt nach dem Rücktritt der Santer-Kommission zu reformieren, wurde sie mit Zuständen konfrontiert, die mit Rechtsstaatlichkeit nichts mehr zu tun haben. All

¹⁰¹ „ERT’s Vision for a Competitive Europe in 2025“.

¹⁰² „Europe 2020 – A European Strategy for sustainable, smart and inclusive Growth“.

¹⁰³ Balanyá, Belén; Doherty, Ann; Hoedemann, Olivier; Ma’anit, Adam; Wesselius, Erik. „Konzern Europa – Die unkontrollierte Macht der Konzerne“, Rothpunkt Verlag, Zürich, 2001.

¹⁰⁴ Andreasen, Marta. „Brussels laid bare“, St. Edwards Press, 2nd edition, Devon, 2009.

diese Teilstücke fügen sich mehr und mehr zu einem Gesamtbild zusammen und liefern eine außerordentlich glaubwürdige Erklärung für den aktuellen Zustand der EU.

Zwischen den ersten Überlegungen und der Fertigstellung dieser Arbeit lagen einige Monate, die an Dramatik nicht zu überbieten sind. Die in Griechenland begonnene und sich über Spanien, Portugal und auch einige osteuropäische Länder ausbreitende Systemkrise, hat Sachverhalte zu Tage gefördert, die meine Herangehensweise entscheidend beeinflusst haben. Solange das schuldenfinanzierte Modell Europas funktionierte, gab es nur wenig öffentliche Veranlassung die grundlegende Handlungsmaxime der EU zu hinterfragen. Durch den drohenden Staatsbankrott einiger Länder muss das weiter oben beschriebene Wachstumsdogma in kapitalintensiven Sektoren nun in einem anderen Licht gesehen werden. Deutschland ist unter den Vorgaben der Lissabon-Strategie zu einem „economic predator“ geworden und sieht sich dafür zunehmender Kritik ausgesetzt. Global betrachtet, tut die EU mit ihrer Strategie jedoch nichts anderes. Aus diesem Grund sind Ungleichgewichte und Konflikte vorprogrammiert. Und damit möchte ich zu einem letzten Punkt kommen, der alle bis hierher gemachten Aussagen zusammenführt und die Rolle der EU in der WTO-Reform nur mit bedeutenden Einschränkungen befürwortet.

Bundespräsident Horst Köhler sah sich auf Grund seiner Äußerungen zu der Verbindung zwischen dem Einsatz von Militär und der Sicherung von Handelswegen gezwungen zurückzutreten. Javier Solana, der damalige Gemeinsame Hohe Vertreter der Außen- und Sicherheitspolitik, legte im Rahmen der Europäischen Sicherheitsstrategie dem Europäischen Rat am 13. Dezember 2003 ein Papier namens „Ein sicheres Europa in einer besseren Welt“ vor. Darin beschrieb er schon damals nichts anderes als das, wofür Horst Köhler kritisiert wurde. Hinter dem harmonisch klingenden Titel verbergen sich Maßnahmen zur Sicherung von Energieimporten, präventive Anstrengungen auf militärischer Grundlage und der Aufbau einer europäischen Eingreiftruppe. Da für eine echte Weltmacht eine eigene Armee unverzichtbar ist, strebte man in den folgenden Jahren eine Aufrüstungsstrategie an, die im Lissabon-Vertrag und der *Ständig Strukturierten Zusammenarbeit* ihren Hochpunkt fand. Durch ihn wird gewährleistet, dass der neu geschaffene Europäische Auswärtige

Dienst (EAD) ohne Rücksprache mit der Kommission, dem Rat oder dem Parlament über Militäreinsätze verfügen kann. Folgende Wortlaute stammen nicht aus einem im Solana-Papier so bezeichneten „Gescheiterten Staat“, sondern aus einem Bericht des EU Institute for Security Studies¹⁰⁵. Demnach würden „die Kriege der Zukunft nicht mehr zwischen Staaten geführt, sondern zwischen ungleichen sozioökonomischen Klassen der Weltgesellschaft“. „Der metropolitanen Elite, die sich aus transnational operierenden Konzernen, den Staaten der OECD und den aufstrebenden Wirtschaftsmächten Indien, China und Brasilien“ zusammensetzt, steht „die untere Milliarde der Menschheit (bottom billion)“ gegenüber. „Zunehmend explosive Spannungen“ könnten „einen Zusammenbruch des globalen Wirtschaftssystems“ hervorrufen. Um dies zu verhindern und die „Ströme der Globalisierung offen zu halten“ müsse „das gesamte Spektrum hochintensiver Kampfmaßnahmen“ aktiviert werden. Letztlich ginge es darum „den reichen Teil der Welt vor den Spannungen und Problemen der Armen zu schützen (shielding the global rich from the tensions and problems of the poor)“. In Anlehnung an Schumpeter sollen „die universellen Schätze dem Zugriff einzelner Staaten entzogen werden“ (overriding sovereign considerations). Staaten wie Russland, der Iran oder Nordkorea hätten sich aus dem Globalisierungsprozess ausgeklinkt und stellen eine potenzielle Bedrohung dar. Die Aufgabe bestehe darin, „diese Länder umzudrehen und, falls das scheitert, mit ihrer Kampfansage an die sich globalisierende Welt fertig zu werden. Das wird Kapazitäten für harte Machtausübung erfordern.“ Weiter könne man davon ausgehen, „dass die ESVP im Jahr 2020 verschiedene Aufgaben bewältigen muss. [...] Gegenüber diesen Staaten sind Kapazitäten sowohl zur Unterstützung einer Einflussausübung im Clausewitzschen¹⁰⁶ Sinne als auch für mögliche direkte militärische Konfrontationen erforderlich.“ Woher diese Kapazitäten stammen sollen, stellt Michael Dauderstädt, seinerzeit Leiter der Internationalen Politikanalyse der Friedrich-Ebert-Stiftung bereits im Januar 2004 in einem Interview mit der Financial Times Deutschland in Aussicht:

¹⁰⁵ European Union: Institute for Security Studies

¹⁰⁶ Gemeint ist wohl: „Der Krieg ist eine bloße Fortsetzung der Politik unter Einbeziehung anderer Mittel“ (von Clausewitz, Carl. „Vom Kriege“, 1832)

„Die Europäische Union hat 2002 etwa 46 Milliarden Euro für die Landwirtschaft ausgegeben. [...] Die EU sollte dieses Geld besser für die Forschung, Entwicklung und Produktion von Rüstungsgütern einsetzen. [...] In der offensiven Bekämpfung muss die Rüstung ein Militär ausstatten, dessen Einsatzprinzipien denen einer globalen Polizeitruppe entsprechen. Das Zerstörungspotential muss präzise sein. Das Einsatzgebiet ist oft außerhalb Europas. [...] Europa braucht eine gemeinsame Rüstungspolitik statt der Gemeinsamen Agrarpolitik, also Kanonen statt Butter.“¹⁰⁷

Es scheint sich etwas zu tun in den Planungsstäben der EU, nur lassen diese Aussagen berechnete Zweifel daran, dass der vorhandene Eifer in Lösungsansätze zur Stärkung des Multilateralismus, der WTO und der diplomatischen Übereinkunft mit den Partnerländern investiert wird. Stattdessen wird das wirtschaftliche Dominanzstreben durch den Aufbau militärischer Kapazitäten begleitet. Man kann es nicht anders sagen, als dass sich die EU derzeit verhält wie ein übermutiger, pubertierender Jugendlicher, der es nicht vermag, seine gerade entdeckten Kräfte im Zaum zu halten. Ich habe die Einleitung begonnen mit den Worten Montesquieus und möchte die Antwort auf die Frage nach dem Vorhandensein der sanften Sitten einem Berater Javier Solanas überlassen, der die Situation stellvertretend für einige einflussreiche Denkkreise wie folgt zusammenfasst:

69

„Wenn es stimmt, dass die Welt ein Dschungel ist, dann sollten wir sicherstellen, dass Europa zu den Tigern gehört und nicht zu den Affen.“¹⁰⁸

Angesichts derartiger Aussagen stellt sich die Frage, wie es um den Frieden stiftenden Charakter auf den man sich im Laufe der europäischen Einigung mit Stolz beruft, bestellt ist. Wie glaubwürdig ist die EU wenn Kriege zwar nicht mehr in Europa, dafür aber im Namen Europas geführt werden? Vertretern solcher Aussagen ist zu empfehlen einen Schritt zurücktreten und das Gesamtbild zu betrachten, denn wie Berthold Brecht einst sagte:

„Unsichtbar wird der Wahnsinn, wenn er genügend große Ausmaße angenommen hat.“

¹⁰⁷ www.uni-kassel.de (28.06.2010 19:00)

¹⁰⁸ www.forum-recht-online.de (28.06.2010 19:15)

Schlussfolgerung

Die Europäische Union ist derzeit einer von mehreren Akteuren in einem multipolaren Welthandelssystem. Ihr wirtschaftliches Gewicht befähigt sie dazu, entscheidenden Einfluss auf dessen Gestaltung zu nehmen, jedoch wäre es selbstverständlich zu weit gegriffen sie als alleinigen Faktor für den Stillstand der WTO verantwortlich zu machen. Vielmehr geht es für die EU darum einzusehen, dass die derzeitigen Drohgebärden mittelfristig zu Gegenreaktionen führen werden. Die Entscheidungsträger haben ein Interesse daran, ihrerseits eine „reflection exercise“ einzulegen und bei der globalen Markterschließung dieselben friedlichen Methoden anzuwenden, auf die damals bei der Entstehung des Binnenmarktes zurückgegriffen wurde. Unabhängig von den zweifellos vorhandenen Schwächen der WTO, hätte die Stärkung des Multilateralismus eine wichtige Signalwirkung. Dazu gehört, dass bilaterale Handelsabkommen nicht mehr beschönigend als WTO-plus gerechtfertigt werden. Der europäische Kontinent wird auch in der Zukunft ein bedeutendes Potenzial vorweisen können, welches jedoch in eine weitsichtige Strategie kanalisiert werden muss.

Die vorliegende Arbeit hat es bewusst vermieden, sich in den geglätteten Diskurs europäischer Think Tanks einzuklinken. Daher können manche Aussagen einen ungewohnt kritischen Charakter aufweisen. Die seit einiger Zeit an den Finanzmärkten sichtbar gewordene Systemkrise hat die Welt in ein gefährliches Spannungsverhältnis versetzt und es wäre fahrlässig die Risiken zu ignorieren. An diesem Punkt kommen einmal mehr die FES-Szenarien zur GEG 2020 zum Tragen, denn sie haben unverblümt den Finger in die Wunde gelegt und verdeutlicht, dass die Frage nach Multi- oder Bilateralismus weit über Handelsaspekte hinausgeht. Des Weiteren soll an dieser Stelle hervorgehoben werden, dass dem harmonischen Naturreservat des vierten Szenarios zunächst eine aktive Beteiligung der Bevölkerung vorausgeht. Dies halte ich für die zentrale Konsequenz dieser Arbeit. Europäische Wirtschaftspolitik muss wieder durch demokratisch gewählte Vertreter legitimiert und transparent auf mehrere Schultern verteilt werden, will sie sich nicht schon bald selbst im Zentrum einer Reformdebatte wiederfinden. In ihrer derzeitigen, zu einseitig von Konzerninteressen bestimmten Form ist nicht davon auszugehen, dass die EU zu einer Stärkung der WTO beitragen wird.

VII Bibliographie

- ¹ FES Homepage (<http://www.fes-globalization.org/geneva/>)
- ² FES Homepage (<http://www.fes-globalization.org/geneva/>)
- ³ Veit, Winfried. The Geneva Scenarios on *Global Economic Governance 2020*, FES, Genf, April 2009.
- ⁴ Aus: Havanna Charta. <http://www.worldtradelaw.net/misc/havana.pdf>
- ⁵ World Trade Organization. « Understanding the WTO », 2008.
- ⁶ World Trade Organization. « Understanding the WTO », 2008.
- ⁷ Ha-Joon, Chang. „Kicking away the ladder: Development strategy in historical perspective“. Anthem Press, 2002
- ⁸ Ismail, Faizel. „Reforming the World Trade Organization“. FES/CUTS, Jaipur, 2009, S. 5.
- ⁹ Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung <http://www.bmz.de/de/themen/wirtschaft/welthandel/welthandelssystem/WTO/index.html>
- ¹⁰ Mortensen, Jens Ladefoged. „The World Trade Organization and the European Union“, S. 80 in: Jorgensen, Knud Erik. “The European Union and International Organizations”, Routledge, London, 2009.
- ¹¹ http://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/displ1_e.htm
- ¹² Greenpeace, “Schieflage mit System – Das Streitschlichtungsverfahren der WTO“, Bonn, 2005
- ¹³ Grammling, Steffen. *WTO’s Trade Policy Review Mechanism: Explanations and Reflections*, FES Genf, 2009.
- ¹⁴ Quelle: Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie
- ¹⁵ http://de.wikipedia.org/wiki/Allgemeines_Zoll-_und_Handelsabkommen
- ¹⁶ http://www.diplomatie.gouv.fr/de/frankreich_3/frankreich-entdecken_244/die-wirtschaft_256/die-franzosische-wirtschaft-in-den-vergangenen-50-jahren_83.html
- ¹⁷ <http://www.euractiv.com/de/soziales-europa/parlament-nimmt-dienstleistungsrichtlinie/article-159735>
- ¹⁸ http://www.wto.org/english/news_e/spr_e/bruss1_e.htm
- ¹⁹ United Nations Economic and Social Council, Dokument: E/CN.4/2003/NGO/173, März 2003.
- ²⁰ http://www.stoppgats.at/0200/0201.php?kategorie_id=31&artikel_id=264
- ²¹ Ekardt, Felix. “Welthandelsrecht und Sozialstaatlichkeit”, Hans Böckler Stiftung, Düsseldorf, 2009, S. 6.
- ²² http://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/agrm7_e.htm
- ²³ <https://www.ige.ch/juristische-infos/organisationen/wtotrips/technische-kooperation-und-technologietransfer.html>
- ²⁴ Frein, Michael. "Die Globalisierung von Rechten an geistigem Eigentum und der Nord-Süd-Konflikt“. Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft, Heft 126, 32. Jg. 2002, Nr.1, S.103-125.
- ²⁵ http://www.bpb.de/themen/HHHLYF,2,0,Adventure_TRIPS.html

- ²⁶ Europäische Kommission, "Globalisierung als Chance für alle", Brüssel, Dezember 2002 (<http://ec.europa.eu/publications/booklets/move/37/de.doc>)
- ²⁷ <http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/deu/041200g.htm#chart1a>
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2000/01/pdf/chapter5.pdf>
- ²⁸ Mortensen (2009), S. 86
- ²⁹ http://www.admin.ch/ch/d/sr/0_632_20/index.html
- ³⁰ World Trade Organization. « Understanding the WTO », 2008.
- ³¹ Rorden Wilkinson. "The Problematic of Trade and Development beyond the Doha Round", *The Journal of International Trade and Diplomacy*, 2009, S. 155-186.
- ³² <http://www.bmwi.de/BMWi/Navigation/Aussenwirtschaft/Handelspolitik-EU-WTO/wto,did=209592.html>
- ³³ Maier, Jürgen. „Fortschritt durch Stillstand“, Forum Umwelt & Entwicklung, Bonn 2008, S.19
- ³⁴ http://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/enabling1979_e.htm
- ³⁵ http://www.admin.ch/ch/d/sr/0_632_20/a9.html
- ³⁶ Jawara, Fatoumata; Kwa Aileen. "Behind the Scenes At the WTO – The Real World of International Trade Negotiations". Zed Books, London, New York, 2003
- ³⁸ Ismail, Faizel (2009)
- ³⁹ Siebert, Horst; Lorz, Oliver. "Außenwirtschaft"», UTB Verlag, Stuttgart, 2006, S.168
- ⁴⁰ Der britische Premierminister John Major in seiner Rede am 8. Mai 1995
- ⁴¹ <http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/deu/041200g.htm#chart1a>
- ⁴² <http://www.zeit.de/2004/43/Konjunktur>
- ⁴³ Raza, Werner. *Die Außenhandelspolitik der Europäischen Union*. (www2.weed-online.org)
- ⁴⁴ <http://www.europesworld.org>
- ⁴⁵ Stark, Hans. "Kohl, l'Allemagne et l'Europe ». L'Harmattan, Paris, 2009.
- ⁴⁶ Schumpeter, Joseph Alois. "History of Economic Analysis", Oxford University Press, New York, 1954
- ⁴⁷ Espace Européen de la Recherche http://ec.europa.eu/research/era/index_en.htm
- ⁴⁹ Artikel 133, EG-Vertrag (<http://dejure.org/gesetze/EG/133.html>)
- ⁵⁰ Schmidt, Susanne. „Liberalisierung in Europa – Die Rolle der Europäischen Kommission“ Campus Verlag, Frankfurt/Main, 1998.
- ⁵¹ Pfarr, Heide. „Lohnpolitik in Europa“, Hans-Böckler-Stiftung, Düsseldorf, 2000.
- ⁵² Raza, Werner. *Die Außenhandelspolitik der Europäischen Union*. (www2.weed-online.org)
- ⁵³ Mortensen (2009), S. 81.
- ⁵⁴ Putnam, R. „Diplomacy and Domestic Policy: The logic of Two-level Games“, *Int. Organization*, 1988
- ⁵⁵ Mortensen (2009), S. 82-83.
- ⁵⁶ Tietje, Christian. „Die Außenwirtschaftsverfassung der EU nach dem Vertrag von Lissabon“, *Beiträge zum Transnationalen Wirtschaftsrecht*, Januar 2009, S. 9.
- ⁵⁷ Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften: C 261 E/21, 18.09.2001
- ⁵⁸ Mortensen (2009), S. 81.

- ⁵⁹ Nicolas Sarkozy auf einer Pressekonferenz in Dublin am 21.07.2008 (www.elysee.fr)
- ⁶⁰ Vertrag über die Europäische Union: Artikel 16 Absatz 4
- ⁶¹ http://www.cap-lmu.de/aktuell/positionen/2003/historische_chance.php
- ⁶² Siehe: Vertrag von Lissabon; Artikel 16 Absatz 4.
- ⁶³ Pisani-Ferry, Jean. "The accidental player – The European Union and the global economy". in: Mortensen (2009), S. 21-36.
- ⁶⁴ Mortensen (2009), S. 91.
- ⁶⁶ Conybeare, J.A.C. „1992, The Community and the World – Free Trade or Fortress Europe?“, 1992.
- ⁶⁷ Brzezinski, Zbigniew. "Die einzige Weltmacht – Amerikas Strategie der Vorherrschaft", Beltz Quadriga Verlag, Weinheim/Berlin, 1997.
- ⁶⁸ <http://www.euractiv.com/de/innovation/strategie-lissabon/article-103671>
- ⁶⁹ Meine Übersetzung. Artikel abrufbar im Archiv des Figaro vom 15. November 2005. Siehe auch: <http://www.euractiv.com/en/innovation/commissioner-verheugen-calls-invention-european-industry/article-148387>
- ⁷⁰ Böckelmann, Frank; Fischler, Hersch. „Bertelsmann: Hinter der Fassade des Medienimperiums“, Eichborn Verlag, 2004, 1. Auflage.
- ⁷² Europäische Kommission, „Global Europe: Competing in the World – A contribution to the EU’s Growth and Jobs Strategy“, Dokument: SEC (2006) 1230, 04. Oktober 2006, S. 3.
- ⁷³ Europäische Kommission: SEC (2006)
- ⁷⁴ Maier, Jürgen. „Global Europe – Die neue EU-Handelspolitik im Wahn der Wettbewerbsfähigkeit“, Forum Umwelt und Entwicklung, Bonn, 2007.
- ⁷⁵ Positionspapier der Bundesregierung: „Globalisierung gestalten: Externe Wettbewerbsfähigkeit der EU steigern – Wachstum und Arbeitsplätze in Europa sichern“, Berlin, Juli 2006.
- ⁷⁶ http://www.boeckler.de/pdf/p_ta_izp_lohnpolitik_europa.pdf (26.06.2010 19:00)
- ⁷⁷ Dauderstädt, Michael; Hillebrand, Ernst. „Exporteuropameister Deutschland und die Krise“, FES Abteilung Wirtschaft- und Sozialpolitik, Bonn, April 2009.
- ⁷⁸ <http://www.sueddeutsche.de/wirtschaft/frankreich-kritisiert-deutschland-lagardes-logik-1.21641>
- ⁷⁹ Europäische Kommission, SEC 2006
- ⁸⁰ „Fair and Free? – Handel zwischen ungleichen Partnern“, FES Bonn, November 2000.
- ⁸¹ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A6-2006-0053&language=DE>
- ⁸² http://ec.europa.eu/budget/budget_detail/current_year_de.htm
- ⁸³ Veröffentlichung Greenpeace: http://www.werprofitiert.de/exportsubventionen_veroeffentlicht.pdf
- ⁸⁴ Ev. Entwicklungsdienst & Association Citoyenne de Défense des Interêts Collectifs. „Keine Chicken Schicken – Wie Hühnerfleisch aus Europa Kleinbauern in Westafrika ruiniert », Bonn, 2007.

- ⁸⁵ Gespräch des Autors mit Hr. Cheikh Mouhamady Cissokho, Ehrenpräsident des Réseau des Organisations paysannes et de Producteurs de L'Afrique de L'Ouest (ROPPA) am 10. April 2010.
- ⁸⁶ <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601088&sid=aEgRRyIzZfR0&refer=home>
- ⁸⁷ Forum Umwelt & Entwicklung. „Fortschritt durch Stillstand“, Bonn, 2008, S.21ff.
- ⁸⁸ Kofi Annan: http://www.inwent.org/E+Z/zeitschr/ez199_3.htm
- ⁸⁹ http://hup.sub.uni-hamburg.de/opus/volltexte/2009/94/pdf/HamburgUP_IAASTD_Synthesebericht.pdf
- ⁹⁰ <http://www.welt.de/News/article6623237/EU-Kommission-genehmigt-umstrittene-Gen-Kartoffel.html>
- ⁹¹ Siehe zu diesem Thema: De Schutter, Olivier. „International Trade in Agriculture and the Right to Food“, FES Occasional Papers No 46, Genf, November 2009.
- ⁹² Rode, Reinhard. „Kluge Handelsmacht – Gezähmte Liberalisierung als Governancleistung im Welthandelssystem GATT/WTO“. LIT Verlag, Berlin, 2006, S. 31.
- ⁹³ http://www.wto.org/english/news_e/news09_e/tnc_chair_report_29apr09_e.htm
- ⁹⁴ Siehe zu dieser Thematik: Palley, Thomas I. „Das erschöpfte Paradigma Amerikas: Makroökonomische Ursachen der Finanzkrise und der großen Rezession“, IPG, Januar 2010.
- ⁹⁵ Siehe: Rifkin, Jeremy. „Der Europäische Traum – Die Vision einer Supermacht“, Campus Verlag, Frankfurt, 2004.
- ⁹⁶ <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,184734,00.html>
- ⁹⁸ <http://dejure.org/gesetze/AEUV/352.html>
- ⁹⁹ <http://www.bundesverfassungsgericht.de/pressemitteilungen/bvg09-072.html>
- ¹⁰⁰ <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/europe/article2056576.ece>
- ¹⁰¹ <http://www.ert.be/DOC/09117.pdf>
- ¹⁰² <http://ec.europa.eu/eu2020/pdf/COMPLET%20EN%20BARROSO%20%20%202007%20-%20Europe%202020%20-%20EN%20version.pdf>
- ¹⁰³ Balanyá, Belén; Doherty, Ann; Hoedemann, Olivier; Ma'anit, Adam; Wesselius, Erik. „Konzern Europa – Die unkontrollierte Macht der Konzerne“, Rothpunkt Verlag, Zürich, 2001.
- ¹⁰⁴ Andreasen, Marta. „Brussels laid bare“, St. Edwards Press, 2nd edition, Devon, 2009.
- ¹⁰⁵ http://www.iss.europa.eu/uploads/media/What_ambitions_for_European_defence_in_2020.pdf
- ¹⁰⁷ <http://www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Europa/hantke.html>
- ¹⁰⁸ <http://www.forum-recht-online.de/2004/104/104zechmeister.htm>